



# 2018 Rapport annuel

Fonds fiduciaire de l'UE pour Afrique

Coopération  
Internationale et  
Développement



### Commission Européenne

#### Fonds fiduciaire de l'Union Européenne pour l'Afrique

**Adresse:** Rue de la Loi 41, B-1049 Brussels

**Téléphone:** +32 (0) 2 299 11 11

**Courriel:** europeaid-eutf-africa@ec.europa.eu

**Internet:** ec.europa.eu/trustfundforafrica

### Crédits

© Union Européenne, 2019

**Conception et mise en page:** Pomilio Blumm srl

**Page de couverture:** © 2018 Apsatou Bagaya

*Reproduction autorisée, moyennant mention de la source.*

*Une fiche bibliographique figure à la fin de l'ouvrage.*

*Ni la Commission européenne ni aucune autre personne agissant en son nom ne saurait être tenue responsable de l'utilisation qui pourrait être fait des informations contenues dans la présente publication.*

### Office des publications de l'Union européenne, 2019

2019 – 64 p. – 21x29.7 cm

**Numéro de catalogue:** MN-BE-19-001-FR-C

**ISBN:** 978-92-76-00183-6

**doi:** 10.2841/01609

**ISSN:** 2599-6177

Imprimé en Belgique, Mars 2019



Office des publications



# Table des matières

<b>Liste des abréviations</b> .....	3
<b>Résumé exécutif</b> .....	4
<b>1 Introduction</b> .....	7
<b>2 Aperçu du rapport annuel 2018</b> .....	11
2.1 Contexte politique .....	11
2.2 Aperçu financier .....	13
2.3 État d'avancement de la mise en œuvre .....	13
2.4 Activités de recherche, suivi & évaluation .....	17
2.5 Activités de communication .....	18
<b>3 Orientations stratégiques, mises en œuvre et résultats</b> .....	21
3.1 Les actions multifenêtres .....	21
3.2 Sahel et lac Tchad .....	21
3.3 Corne de l'Afrique .....	28
3.4 Afrique du Nord .....	35
<b>4 Rapport financier</b> .....	43
4.1 Montants annoncés et reçus .....	43
4.2 Montants du Fonds fiduciaire de l'UE pour l'Afrique payés pendant la période considérée .....	47
4.3 Administration du Fonds fiduciaire .....	47
<b>5 Gestion et contrôle interne</b> .....	49
5.1 Résultats du contrôle .....	50
5.2 Observations et recommandations de l'IAS/CCE .....	50
5.3 Évaluation de l'efficacité des systèmes de contrôle interne .....	50
<b>Annexes</b> .....	53
Annexe I - Liste des actions adoptées par le FFUE pour l'Afrique en 2018 .....	53
Annexe II – Liste des contrats signés dans le cadre du FFUE pour l'Afrique en 2018 .....	59
Annexe III – Liste des 41 indicateurs communs de résultats.....	60
Annexe IV – Total des contrats signés avec les agences des États membres .....	64
Annexe V – Total des contrats signés avec les organismes des Nations Unies .....	64

# Liste des abréviations

ACAV	Associazione Centro Aiuti Volontari
ACP	Groupe des Etats d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique
AECF	Africa Enterprise Challenge Fund
AFD	Agence Française de Développement
AICS	Agenzia Italiana per la Cooperazione allo Sviluppo
ARRA	Administration for Refugee and Returnee Affairs
BM	Banque Mondiale
BMZ	Bundesministerium für wirtschaftliche Zusammenarbeit und Entwicklung
BUDG	Commission des budgets du Parlement européen
CAD	Comité d'aide au développement
Camões I.P.	Instituto da Cooperação e da Língua I.P.
CCE	Cour des comptes européenne
CODEV	Groupe de travail du Conseil sur la Coopération au développement
CONT	Commission du contrôle budgétaire du Parlement européen
CPCCAF	Conférence Permanente des Chambres Consulaires Africaines et Francophones
CRRF	Cadre global d'action pour les réfugiés
DEVE	Commission du Développement du Parlement européen
DFID	United Kingdom Department for International Development
DG DEVCO	Direction générale pour la Coopération internationale et le Développement
DG ECHO	Direction générale pour la Protection civile et opérations d'aide humanitaire européennes
DG HOME	Direction générale pour la migration et les Affaires intérieures
DG NEAR	Direction générale pour la Politique européenne de Voisinage et les négociations d'élargissement
ETM	Mécanisme de transit et d'évacuation du HCR
FAMI	Fonds Asile Migration Intégration
FAO	Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO)
FED	Fonds européen de développement
FENU	Fonds d'équipement des Nations Unies
FIDA	Fonds international de développement agricole
FIIAPP	Fundación Internacional y para Iberoamérica de Administración y Políticas Públicas
GIZ GmbH	Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit GmbH
Groupe de travail UA-UE-UN	Groupe de travail Union Africaine - Union européenne - Nations Unies
HACP	Haute Autorité à la Consolidation de la Paix
HCR	Haut-Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés
HD Centre	Henry Dunant Centre for Humanitarian Dialogue
IAS	Service d'audit interne
ICD	Instrument de Coopération au Développement
ICMPD	International Centre for Migration Policy Development
IEV	Instrument européen pour le Voisinage
IFC	International Finance Corporation
IGAD	Intergovernmental Authority on Development
IMVF	Instituto Marqués de Valle Flôr
ITC	Centre du commerce international
LuxDev	Agence luxembourgeoise pour la coopération au développement
MAECI DGCS	Ministero degli Affari Esteri e della Cooperazione Internazionale - Direzione Generale per la cooperazione allo sviluppo
OCHA	Bureau de la coordination des affaires humanitaires des Nations Unies
OIM	Organisation internationale pour les migrations
OIT	Organisation internationale du travail
OLAF	Office européen de lutte anti-fraude
OMS	Organisation mondiale de la Santé
ONUDI	Organisation des Nations unies pour le développement industriel
ONU-Habitat	Programme des Nations Unies pour les établissements humains
PACV	Plan d'action conjoint de la Valette
PAM	Programme alimentaire mondial
PNUD	Programme des Nations Unies pour le Développement
PNUE	Programme des Nations Unies pour l'Environnement
SOAS	School of Oriental and African Studies, University of London
UA	Union Africaine
UNHAS	Service aérien d'aide humanitaire des Nations Unies
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'enfance
UNODC	Office des Nations unies contre la drogue et le crime
UNOPS	Bureau des Nations unies pour les services d'appui aux projets

# Résumé **exécutif**

En 2018, le Fonds fiduciaire pour l'Afrique (FFUE pour l'Afrique) a de nouveau démontré sa valeur ajoutée en tant qu'outil de mise en œuvre rapide et efficace. Il facilite le dialogue politique avec les pays partenaires, en appliquant des approches novatrices et en produisant des résultats concrets par la mise en commun des financements et de l'expertise diverse de parties prenantes.

Le FFUE pour l'Afrique a consolidé ses réalisations en approuvant 45 nouvelles actions et 13 augmentations budgétaires sur la base des domaines prioritaires validés par le Conseil d'administration stratégique, pour un montant total de 1,2 milliard d'euros. Le nombre total d'actions approuvées s'élève donc à 187, pour un montant total de 3,6 milliards d'euros.

Au cours de l'année 2018, l'UE, par l'intermédiaire du Fonds fiduciaire de l'UE pour l'Afrique, a poursuivi ses efforts, avec ses partenaires africains et européens, pour promouvoir la stabilité et contribuer à améliorer la gestion des flux migratoires dans la région du Sahel et du lac Tchad, de la Corne de l'Afrique et de l'Afrique du Nord. Il a continué de s'attaquer aux causes profondes de la déstabilisation, des déplacements forcés et des migrations irrégulières, en favorisant le développement et la sécurité.

Bien que le nombre de passages irréguliers détectés sur la route de la Méditerranée centrale ait considérablement diminué en 2018, la situation le long de cette route reste très préoccupante. Entre-temps, l'augmentation du nombre d'arrivées irrégulières en 2018 par la route de la Méditerranée occidentale a appelé à un engagement politique et financier accru de la part de l'UE sur cette route.

En conséquence, l'UE a poursuivi ses efforts pour aider les pays partenaires subsahariens à faire face aux flux migratoires mixtes dans les pays d'origine et de transit. Le Groupe de travail UA-UE-ONU, créée lors du sommet UA-UE d'Abidjan en 2017, a contribué à renforcer ce partenariat en vue d'améliorer la situation des migrants en Libye.

Lors du Conseil européen de juin 2018, les dirigeants de l'UE ont réaffirmé que pour relever les défis de la migration, il fallait un partenariat solide avec les pays africains. Ce partenariat devrait viser une transformation socio-économique du continent africain, avec un

financement accru du développement, et la création d'un nouveau cadre pour permettre l'accroissement des investissements privés des partenaires africains et européens. Le Conseil européen a reconnu la nécessité d'un financement supplémentaire pour poursuivre les efforts du Fonds fiduciaire pour l'Afrique, et a approuvé le transfert de 500 millions d'euros de la réserve du Fonds européen de développement. Enfin, le Conseil européen a invité les États membres de l'UE à continuer de contribuer au Fonds fiduciaire de l'UE pour l'Afrique.

Au 31 décembre 2018, les ressources allouées au Fonds fiduciaire de l'UE pour l'Afrique s'élèvent à environ 4,2 milliards d'euros. Ce montant comprend environ 3,7 milliards d'euros provenant du Fonds européen de développement et des instruments financiers de l'UE, ainsi que 489,5 millions d'euros des États membres et d'autres donateurs (Suisse et Norvège). En 2018, le FFUE pour l'Afrique a également reçu 24 nouvelles contributions des États membres de l'UE et d'autres donateurs pour un montant de 110,7 millions d'euros, et ses ressources globales ont augmenté de 902 millions d'euros.

Au cours de l'année 2018, le Fonds fiduciaire de l'UE pour l'Afrique a intensifié ses efforts pour mesurer les progrès de ses activités. Il a créé une approche régionale du suivi, de l'évaluation et de l'apprentissage et il a porté à 41 le nombre d'indicateurs de résultats communs, afin de mieux refléter la portée et la diversité de ses activités.

Dans la Corne de l'Afrique et dans la région du Sahel et du lac Tchad, le système recueil des données primaires de tous les projets et en rend compte chaque trimestre. Deux rapports trimestriels pour la Corne de l'Afrique ont été publiés en 2018, et le premier rapport pour la région du Sahel et du lac Tchad sera publié au cours du premier semestre 2019. En Afrique du Nord, le Fonds fiduciaire de l'UE pour l'Afrique a créé un système de suivi et d'évaluation axé sur l'alignement des projets nouvellement adoptés avec les objectifs stratégiques du Fonds et de la fenêtre Afrique du Nord. Le premier rapport de ce système de suivi et d'apprentissage doit être publié pour le premier semestre de 2019.

En décembre, la Cour des Comptes Européenne a publié un rapport sur le Fonds fiduciaire de l'UE pour l'Afrique. Le rapport reconnaît que le Fonds fiduciaire de l'UE

pour l'Afrique est un outil souple relevant des défis sans précédent, qui auraient toutefois dû être plus ciblés, il reconnaît que les projets audités ont commencé à produire des résultats concrets et note que, comparé aux instruments traditionnels, le Fonds fiduciaire de l'UE pour l'Afrique est plus rapide en ce qui concerne la conception et le lancement de projets ainsi que pour la signature de contrats. Une section spécifique est consacrée à la présentation des résultats de l'audit de performance de la Cour des Comptes.

À la fin de 2018, le Fonds fiduciaire de l'UE pour l'Afrique a lancé une évaluation externe à mi-parcours, qui sera achevée en 2019. Elle évaluera en particulier:

- la pertinence et la cohérence des approches stratégiques du FFUE pour l'Afrique par rapport à ses objectifs et à ses résultats intermédiaires, en mettant l'accent sur l'efficacité et l'efficience;
- la valeur ajoutée du Fonds;
- la coordination et la complémentarité de l'action de l'UE avec celle d'autres donateurs; et
- la cohérence entre les actions de l'UE en matière de coopération au développement et les autres politiques de l'UE susceptibles d'affecter le pays/la région partenaire.

Les résultats définitifs de l'évaluation à mi-parcours sont attendus au premier trimestre de 2020.

Dans la région du Sahel et du lac Tchad, le Fonds fiduciaire de l'UE pour l'Afrique a offert une réponse rapide aux changements intervenus sur les routes migratoires au cours de l'année, avec plus de migrants empruntant la route de la Méditerranée occidentale. Ce changement a entraîné une augmentation des besoins en protection, retour et réintégration dans des pays comme la Mauritanie. Le Fonds fiduciaire de l'UE pour l'Afrique a continué à soutenir le Mécanisme de Transit d'urgence (ETM) du HCR qui permet la protection, l'évacuation et la réinstallation des réfugiés bloqués en Libye. Il soutient également l'initiative conjointe UE-OIM en fournissant protection et assistance au retour volontaire des migrants en transit et la réintégration dans leur pays d'origine. La région du Sahel et lac Tchad répond aux contraintes du marché du travail, notamment l'employabilité des jeunes et le développement économique dans les pays de départ et de transit. Le Fonds fiduciaire de l'UE pour l'Afrique a aussi poursuivi ses efforts pour renforcer la résilience des communautés locales face à l'insécurité alimentaire et la malnutrition et pour améliorer l'accès aux services de base. Enfin, les actions menées par le Fonds fiduciaire de l'UE pour l'Afrique ont contribué à consolider le soutien apporté

par l'UE et par d'autres donateurs au groupe des pays du G5 Sahel (Burkina Faso, Tchad, Mali, Mauritanie et Niger).

Dans la région de la Corne de l'Afrique, le Fonds fiduciaire de l'UE pour l'Afrique est resté un instrument clé pour relever les principaux défis de la région, complétant les instruments de développement traditionnels de l'UE, l'aide humanitaire et le dialogue politique existant avec les pays partenaires. Il a investi davantage dans la mise en œuvre du Cadre d'action global pour les réfugiés, une priorité approuvée par le Conseil d'administration stratégique du Fonds fiduciaire de l'UE en avril 2018 et qui a inspiré le Pacte mondial sur les réfugiés des Nations Unies.

Le Fonds fiduciaire de l'UE pour l'Afrique met également en œuvre de multiples actions sur la formation technique et professionnelle, l'emploi et la promotion de l'emploi en mettant l'accent sur les réfugiés, les personnes déplacées et les communautés d'accueil. Avec une présence massive de réfugiés et de personnes déplacées dans la région, la Corne de l'Afrique s'efforce d'améliorer la gestion des migrations et de lutter contre la traite des êtres humains et le trafic de migrants. En 2018, la Corne de l'Afrique a collaboré avec les pays partenaires d'Afrique pour (i) élaborer des approches nationales et régionales visant à relever les défis de la migration, et (ii) protéger les migrants vulnérables et réintégrer ceux qui souhaitaient rentrer dans leur pays d'origine.

En Afrique du Nord, le Fonds fiduciaire de l'UE pour l'Afrique a soutenu le développement et la mise en œuvre de stratégies nationales sur la migration. Le Fonds fiduciaire de l'UE pour l'Afrique a également intensifié son travail pour (i) faciliter la migration légale vers l'UE et dans la région, (ii) améliorer le dialogue et la coopération sur les conditions des travailleurs migrants et (iii) mobiliser les talents humains et les capacités financières des réseaux des diasporas. De plus, le Fonds fiduciaire de l'UE pour l'Afrique a continué d'assurer la protection et l'assistance des personnes dans le besoin, notamment en fournissant des soins de santé essentiels, des biens de première nécessité et un environnement sûr aux personnes les plus vulnérables. Le Fonds fiduciaire de l'UE pour l'Afrique a encouragé la stabilité et le redressement des communautés locales, comprenant les populations migrantes en déplacement et les rapatriés (particulièrement en Libye).

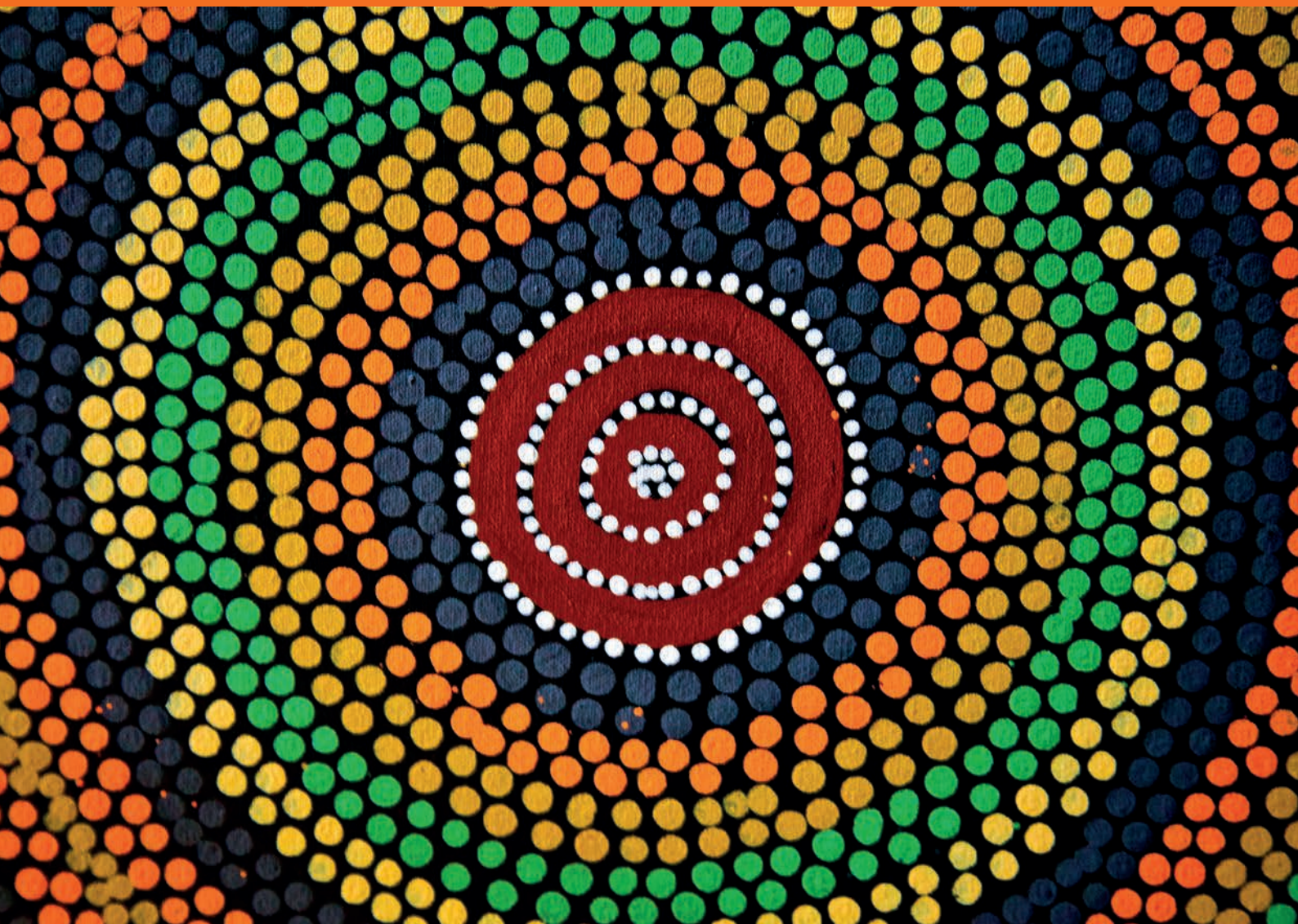
Pour mener à bien ce travail plus efficacement, le Fonds fiduciaire de l'UE pour l'Afrique a renforcé sa coopération avec les agences des Nations Unies, en particulier l'OIM, le HCR et UNICEF.

Les dernières sections du rapport annuel présentent le rapport financier de l'exercice 2018 et donnent un aperçu des systèmes interne de gestion et de contrôle en place.



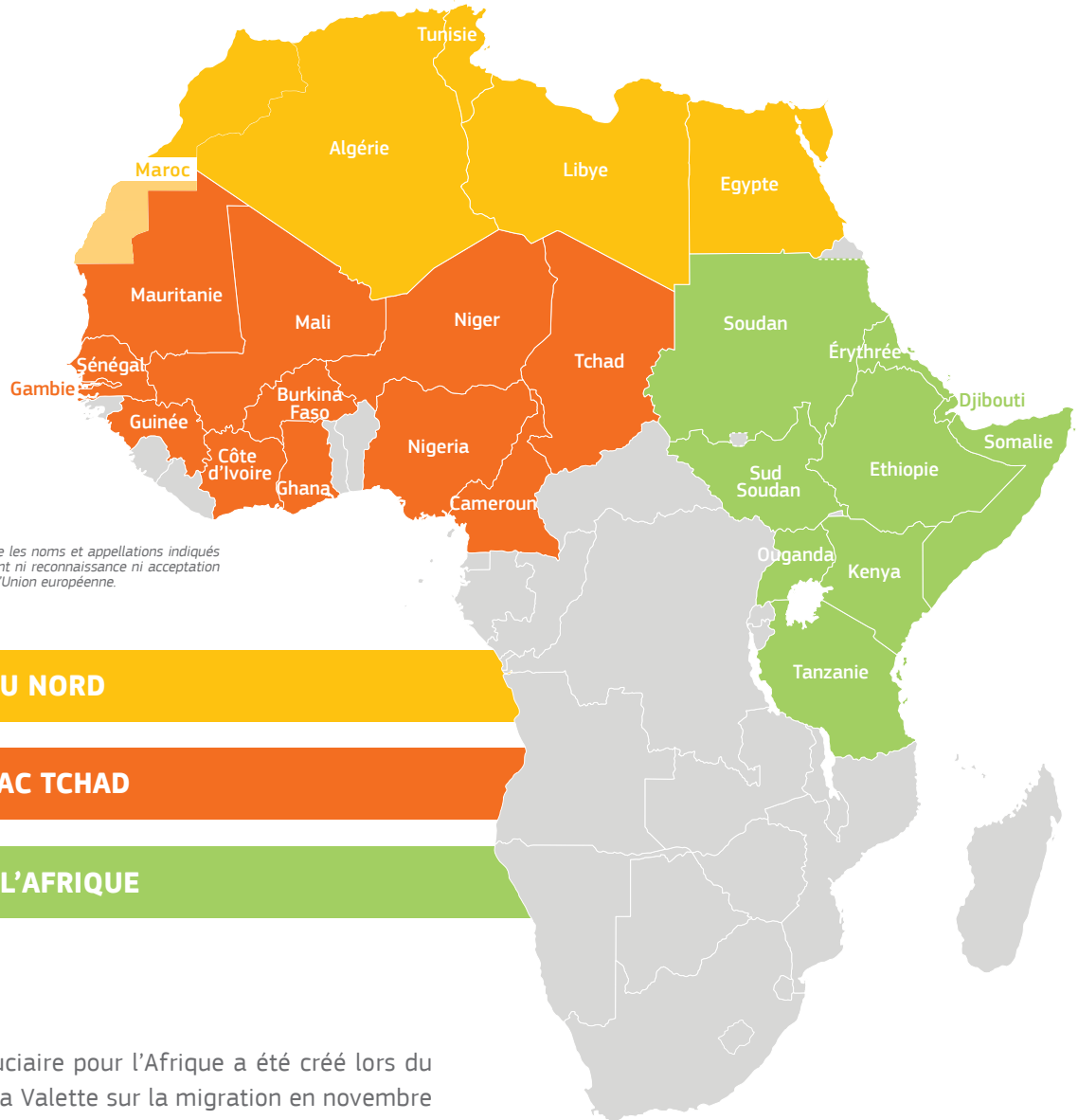
Chapitre 1

# Introduction





# Introduction



*Les frontières ainsi que les noms et appellations indiqués sur la carte n'impliquent ni reconnaissance ni acceptation officielle de la part de l'Union européenne.*

## AFRIQUE DU NORD

## SAHEL & LAC TCHAD

## CORNE DE L'AFRIQUE

Le Fonds fiduciaire pour l'Afrique a été créé lors du sommet de La Valette sur la migration en novembre 2015, comme outil de mise en œuvre capable d'apporter une réponse rapide, flexible et efficace aux situations d'urgence.

Avec des ressources s'élevant à plus de 4,2 milliards d'euros, le Fonds fiduciaire de l'UE pour l'Afrique aide à relever les défis auxquels font face les régions du Sahel et du lac Tchad, de la Corne de l'Afrique et de l'Afrique du Nord et favorise leur stabilité. Conformément à l'approche globale pour les migrations et les déplacements forcés, le Fonds fiduciaire de l'UE pour l'Afrique contribue à une meilleure gestion des migrations et aide également à lutter contre les causes profondes de la déstabilisation, des déplacements

forcés et des migrations irrégulières en promouvant les opportunités économiques, l'égalité des chances, la sécurité et le développement.

Le Fonds fiduciaire de l'UE pour l'Afrique couvre 26 pays éligibles au-travers de trois régions: le Sahel et le bassin du lac Tchad, la Corne de l'Afrique et l'Afrique du Nord. Les pays voisins des pays éligibles peuvent aussi bénéficier, au cas par cas, d'un financement du Fonds pour soutenir des programmes présentant une dimension régionale et visant à faire face aux flux migratoires et aux défis transfrontaliers qui en découlent.

Le Fonds fiduciaire de l'UE pour l'Afrique fonctionne selon quatre lignes d'action stratégiques comme stipulé dans le Document d'Orientation Stratégique adopté par le Conseil d'Administration stratégique du Fonds fiduciaire de l'UE pour l'Afrique, en novembre 2015:

**Multiplier les opportunités économiques et d'emploi:** élaborer des programmes économiques inclusifs générateurs d'emploi, notamment chez les jeunes et les femmes au niveau local, en privilégiant la formation professionnelle et la création de micro entreprises/petites entreprises. D'autres interventions viendront plus particulièrement en aide aux migrants de retour dans leur pays d'origine.

**Renforcer la résilience des communautés, notamment des plus vulnérables, ainsi que des réfugiés et des populations déplacées.** Cet objectif passe par la fourniture de services fondamentaux aux populations locales, notamment les plus vulnérables, ainsi qu'aux réfugiés et aux personnes déplacées, y compris la mise en place de centres de proximité ou d'autres moyens visant à assurer leur sécurité alimentaire et nutritionnelle, leur santé, leur éducation et leur protection sociale.

**Améliorer la gestion des flux migratoires dans les pays d'origine, de transit et de destination conformément à l'approche globale de la migration et de la mobilité,** ainsi qu'aux processus de Rabat et de Khartoum, à savoir: favoriser l'élaboration de stratégies nationales et régionales en matière de gestion des flux migratoires, limiter et prévenir la migration irrégulière, lutter contre la traite des êtres humains, le trafic de migrants et autres formes de criminalité similaires, faciliter la réadmission et le retour effectif, offrir la protection internationale et l'asile, œuvrer en faveur de la migration et de la mobilité légales.

**Améliorer la gouvernance, faciliter la prévention des conflits et limiter les déplacements forcés/la migration irrégulière,** à savoir: lutter contre la violation des droits de l'homme et faire respecter l'État de droit, favoriser la prévention des conflits, notamment en renforçant les capacités dans les domaines de la sécurité et du développement, ainsi qu'en veillant au respect de la loi, y compris en matière de gestion des frontières et de migration. Certaines actions contribueront également à prévenir et à combattre la radicalisation et l'extrémisme.





En avril 2018, le Conseil d'administration du Fonds fiduciaire de l'UE pour l'Afrique a fait le bilan des progrès réalisés dans divers domaines d'activités dans les trois régions et a convenu de la nécessité d'établir des priorités pour les actions futures basées sur six domaines. Ces domaines prioritaires ont été confirmés par le Conseil d'administration en septembre 2018 : (i) retour et réintégration; (ii) gestion des réfugiés (Cadre global d'intervention pour les réfugiés); (iii) achèvement des progrès en matière de sécurisation des documents et de l'état civil; (iv) mesures de lutte contre la traite; (v) efforts essentiels de stabilisation dans la Corne de l'Afrique (notamment au Soudan, au Sud Soudan et en Somalie) et dans la région Sahel et du lac Tchad; (vi) actions en faveur des dialogues migratoires. La fenêtre Afrique du Nord continuera de contribuer à l'amélioration de la gestion des migrations en mettant l'accent, en particulier, sur la protection des migrants vulnérables, d'aider au retour volontaire et à la réintégration et la stabilisation communautaire ; de soutenir la gestion intégrée des frontières; de fournir assistance au flux migratoire de main-d'œuvre et à la mobilité et d'améliorer la gouvernance migratoire dans la région. Les programmes adoptés par le Fonds

fiduciaire de l'UE pour l'Afrique en 2018 ont été élaborés conformément à ces orientations politiques.

Conformément à l'Accord constitutif du Fonds fiduciaire de l'UE pour l'Afrique, la gouvernance du Fonds fiduciaire de l'UE pour l'Afrique est structurée autour du Conseil d'Administration stratégique, chargé de définir les orientations stratégiques du Fonds fiduciaire, et de trois Comités Opérationnels, un pour chaque région couverte par le Fonds fiduciaire, chargés de l'approbation des programmes.

En 2018, le Comité stratégique s'est réuni deux fois, en avril et en septembre, il a évalué les progrès réalisés, examiné les priorités politiques et discuté des besoins en ressources supplémentaires. Le Comité Opérationnel s'est réuni deux fois dans chacune de ses configurations géographiques, pour un total de six réunions, plus une réunion en tant que Comité Opérationnel Conjoint pour approuver les programmes interrégionaux. Sur la base de la structure de gouvernance inclusive et novatrice du Fonds fiduciaire de l'UE pour l'Afrique, les donateurs, les pays partenaires et les organisations régionales partenaires ont participé activement aux discussions et délibérations des réunions du Comité stratégique et du Comité opérationnel.



Chapitre 2

# Aperçu du rapport annuel **2018**



# Aperçu du rapport annuel 2018

Le rapport annuel 2018 présente les principaux développements politiques relatifs aux migrations, et en particulier au Fonds fiduciaire, qui ont eu lieu pendant l'année passée ; un aperçu de la situation actuelle comprenant les programmes qui viennent d'être adoptés, les progrès réalisés dans la mise en œuvre des projets en cours et les derniers développements dans la mise en place des systèmes de suivi et d'évaluation (S&E). Le rapport 2018 fournit également un tableau complet des ressources financières mobilisées au cours de l'année par l'UE, ses États membres et d'autres donateurs.

Dans l'ensemble, en 2018, les réalisations du Fonds fiduciaire de l'UE pour l'Afrique ont été consolidées par l'approbation de nouvelles actions fondées sur les domaines prioritaires validés par le Conseil d'Administration stratégique, par la mise en œuvre de programmes en cours et par la consolidation d'un système de S&E qui couvre les trois fenêtres. Au cours de sa troisième année, le Fonds fiduciaire de l'UE pour l'Afrique a encore démontré sa valeur ajoutée en tant qu'outil de mise en œuvre rapide et efficace qui facilite le dialogue politique avec les pays partenaires, qui applique des approches novatrices et qui produit des résultats concrets en mettant en commun les financements et l'expertise d'une diversité d'acteurs.

En 2018, le Fonds fiduciaire de l'UE pour l'Afrique a contribué à faciliter davantage les progrès des dialogues politiques avec les pays partenaires africains. Il a continué à adopter une approche équilibrée de la migration, en mettant l'accent sur des domaines d'intérêt mutuel tels que la lutte contre les causes profondes des migrations irrégulières et des déplacements forcés, la lutte contre la traite des êtres humains et le trafic de migrants ainsi que le retour et la réintégration des migrants dans leur pays d'origine.

Plus particulièrement, le Fonds fiduciaire de l'UE pour l'Afrique a développé une approche globale offrant une protection aux migrants le long de la route de la Méditerranée centrale, des options de retour volontaire et de réintégration durable aux migrants des pays de transit et soutenant les réfugiés, les personnes déplacées et leurs communautés d'accueil.

## 2.1 Contexte politique

Au cours de l'année 2018, l'UE, par l'intermédiaire du Fonds fiduciaire de l'UE pour l'Afrique, a mieux travaillé avec ses partenaires africains et européens, pour promouvoir la stabilité et la gestion des migrations dans les régions du Sahel et du lac Tchad, de la Corne de l'Afrique et de l'Afrique du Nord. Il a continué à s'attaquer aux causes profondes de la déstabilisation, des déplacements forcés et des migrations irrégulières, en favorisant le développement et la sécurité.

Bien que le nombre de passages irréguliers détectés sur la route de Méditerranée centrale ait considérablement chuté en 2018, la situation humanitaire le long de cette route reste préoccupante. L'UE a continué à soutenir ses efforts pour aider les pays partenaires subsahariens à faire face aux flux migratoires mixtes dans les pays d'origine et de transit. Le Groupe de travail UA-UE-ONU, créée lors du sommet UA-UE d'Abidjan en 2017, a contribué à renforcer ce partenariat pour améliorer la situation des migrants en Libye. Dans le même temps, l'augmentation du nombre d'arrivées irrégulières en 2018 par la route de Méditerranée occidentale a nécessité un engagement politique et financier accru de l'UE sur cette route.

Le 17 mai 2018, la Commission européenne a adopté une Communication intitulée *"Rapport sur l'état d'avancement de la mise en œuvre de l'Agenda européen en matière de migration"*<sup>1</sup>, qui donne un aperçu des progrès et des développements dans la mise en œuvre de l'Agenda Européen en matière de Migration.

La Communication identifie les actions concrètes nécessaires pour garantir l'efficacité de la réponse de l'UE aux défis migratoires, ce qui inclut la nécessité d'un soutien financier supplémentaire de l'UE et de ses États membres pour soutenir l'action de l'UE concernant la dimension extérieure des migrations.

Lors du Conseil européen de juin 2018, les dirigeants de l'UE ont réaffirmé que pour relever les défis de la migration, il fallait un partenariat solide avec les pays africains. Ce partenariat devrait viser les transformations

<sup>1</sup> COM(2018) 301 final

socio-économiques du continent africain, avec un financement accru pour le développement et la création d'un nouveau cadre permettant de plus grands investissements privés des partenaires africains et européens. Le Conseil européen a également reconnu la nécessité d'un financement supplémentaire pour soutenir le travail du Fonds fiduciaire de l'UE pour l'Afrique, et il a convenu de transférer 500 millions d'euros de la réserve du Fonds européen de développement. Enfin, le Conseil européen a invité les États membres de l'UE à contribuer davantage au Fonds fiduciaire.

La réunion des fonctionnaires de haut-niveau (SOM) du Plan d'Action Conjoint de La Valette (PACV), tenue à Addis-Abeba (Ethiopie) les 14 et 15 novembre 2018, a reconnu la valeur ajoutée, ainsi que la pertinence et le rôle du Fonds fiduciaire de l'UE pour l'Afrique ainsi que des autres instruments financiers bilatéraux et multilatéraux mobilisés au cours des trois dernières années pour relever les défis liés aux migrations conformément au PACV. Les partenaires de La Valette ont reconnu la nécessité de mobiliser des ressources financières suffisantes pour mettre en œuvre le PACV conformément aux priorités politiques identifiées par les processus de Rabat et de Khartoum.

Le 4 décembre 2018, la Commission européenne a

adopté une Communication intitulée "*Gestion des migrations sous tous ses aspects: progrès réalisés dans le cadre de l'Agenda Européen en matière de Migration*"<sup>2</sup> dans laquelle elle réaffirme que les partenariats à long terme avec les pays tiers sont essentiels pour faciliter le retour et la réintégration, aider les réfugiés et les migrants bloqués, combattre les réseaux de traite des êtres humains et faire face aux causes profondes des migrations irrégulières. Par la même occasion, pour renforcer la crédibilité de la coopération avec les pays partenaires, il faut également proposer des alternatives à la migration irrégulière sous la forme de voies d'entrée légales dans l'UE. Faisant le point sur les progrès réalisés jusqu'à présent dans le cadre de l'Agenda Européen en matière de Migration, la Communication reconnaît que différents outils de l'UE ont donné des résultats tangibles sur la route de la Méditerranée centrale, et pourraient être déployés sur d'autres routes.

Enfin, au niveau global, le Pacte mondial pour des migrations sûres, ordonnées et régulières et le Pacte mondial sur les réfugiés ont été adoptés, respectivement les 10 et 17 décembre 2018, fixant le cadre global de la coopération internationale dans les domaines des migrations et des déplacements forcés.

<sup>2</sup> COM(2018) 798 final



## 2.2 Aperçu financier

Au 31 décembre 2018, les ressources allouées au Fonds fiduciaire de l'UE pour l'Afrique s'élevaient à environ 4,2 milliards d'euros. Ce montant comprend environ 3,7 milliards d'euros provenant du Fonds européen de développement (FED) et des instruments financiers de l'UE, dont l'instrument de coopération au développement (ICD), l'instrument européen de voisinage (IEV) et le financement de la direction générale des migrations et des affaires intérieures (DG HOME) et de la direction générale de la protection civile et des opérations humanitaires (DG ECHO), ainsi que 489,5 millions d'euros des États membres et d'autres donateurs (Suisse et Norvège).

Les ressources globales du Fonds fiduciaire de l'UE pour l'Afrique ont augmenté de 902 millions d'euros en 2018, dont 674 millions provenant du FED et 117 millions du budget de l'UE. Le Fonds fiduciaire de l'UE pour l'Afrique a reçu 24 nouvelles contributions des États membres de l'UE et d'autres donateurs pour un montant de 110 millions d'euros (49 millions d'euros pour la fenêtre du Sahel et du lac Tchad, 47 millions d'euros pour la fenêtre de l'Afrique du Nord et 14 millions d'euros pour la fenêtre de la Corne d'Afrique). Toutes les contributions annoncées par les États

membres et autres bailleurs en 2018, ainsi qu'une contribution en suspens de 2017, ont été certifiées en 2018. Les conclusions du Conseil européen du 28 juin 2018 ont appelé l'UE et ses États membres à apporter des contributions supplémentaires au Fonds fiduciaire de l'UE pour l'Afrique.

## 2.3 État d'avancement de la mise en œuvre

Au cours de l'année 2018, le Fonds fiduciaire de l'UE pour l'Afrique a adopté 45 nouvelles actions et 13 augmentations budgétaires dans les trois régions, dont des programmes multifenêtres (16 au Sahel et lac Tchad, 26 dans la Corne de l'Afrique, neuf en Afrique du Nord et sept multifenêtres) pour un montant de 1214,6 millions d'euros. Ce qui porte le nombre total d'actions approuvées à 187, pour un montant total de 3 589,9 millions d'euros. Une liste des actions approuvées en 2018 figure à l'annexe I du présent rapport. Fin 2018, les contrats signés avec les partenaires d'exécution s'élevaient à 385, pour un montant total de 2 462 millions d'euros, dont 949,3 millions d'euros en 2018 seulement. Le ratio entre les contrats signés et le financement approuvé (69,1 %) s'est amélioré par rapport à 2017 (62,9 %).



Table 1 - Programmes approuvés et contrats signés en 2018 (million d'euros)\*

FENÊTRE	MONTANT APPROUVÉ	MONTANT CONTRACTÉ **	MONTANT VERSÉ
Corne de l'Afrique	448,15	437,14	169,18
Afrique du Nord	250	130,88	72,34
Sahel & lac Tchad	364,60	327,24	300,63
Projets Multifenêtres**	151,80	54,09	0,23
<b>TOTAL GÉNÉRAL</b>	<b>1 214,55</b>	<b>949,35</b>	<b>542,38</b>

\* Les chiffres ont été arrondis et peuvent ne pas correspondre exactement aux totaux indiqués.

\*\* Ce montant n'inclut pas les contrats administratifs ainsi que les modifications aux anciens contrats.

Comme l'illustre le tableau suivant, la répartition des fonds par objectif stratégique du Fonds fiduciaire de l'UE pour l'Afrique est restée assez similaire à celle de 2017, avec 48% des fonds adoptés allant à des actions visant à renforcer la résilience des communautés et les opportunités économiques et professionnelles, 31% du financement à des actions visant à améliorer la gestion des flux migratoires et 20% du financement à des actions visant une meilleure gouvernance et la prévention des conflits.

Les mesures adoptées en 2018 ont été identifiées et formulées par les gestionnaires du Fonds fiduciaires en partenariat étroit avec les délégations de l'UE, les agences des États membres et d'autres parties prenantes concernées au niveau national, ainsi qu'avec

des partenaires techniques possédant les compétences nécessaires, tels que les agences des Nations unies et les organisations internationales de la société civile.

Les actions adoptées et les contrats signés en 2018 sont mis en œuvre par différentes catégories de partenaires, notamment par les agences de développement des États membres de l'UE, les ONG internationales et locales et les agences internationales ou des Nations Unies. L'accord constitutif du FFUE pour l'Afrique identifie la coopération déléguée avec les agences des États membres de l'UE comme la principale modalité de mise en œuvre. Toutefois, d'autres modalités de mise en œuvre ont également été appliquées en 2018, à savoir les appels à propositions, les appels à manifestation d'intérêt et l'appui budgétaire.

Table 2 - Actions approuvées par objectif stratégique du FFUE (million d'euros)

	SAHEL & LAC TCHAD	CORNE DE L'AFRIQUE	AFRIQUE DU NORD	TOTAL	%
Multiplier les opportunités économiques et d'emploi	464,58	310,42		775,00	22%
Renforcer la résilience des communautés	456,72	475,20		931,93	26%
Améliorer la gestion des flux migratoires	382,53	154,43	570,37	1 107,33	31%
Améliorer la gouvernance et la prévention des conflits	387,60	325,65		713,25	20%
Autres / Transversaux	29,71	20,93	11,86	62,50	2%
<b>TOTAL</b>	<b>1 721,14</b>	<b>1 286,63</b>	<b>582,23</b>	<b>3 590,01</b>	<b>100%</b>



Fig. 2 - Actions approuvées en 2018 par objectif stratégique du FFUE (million d'euros)

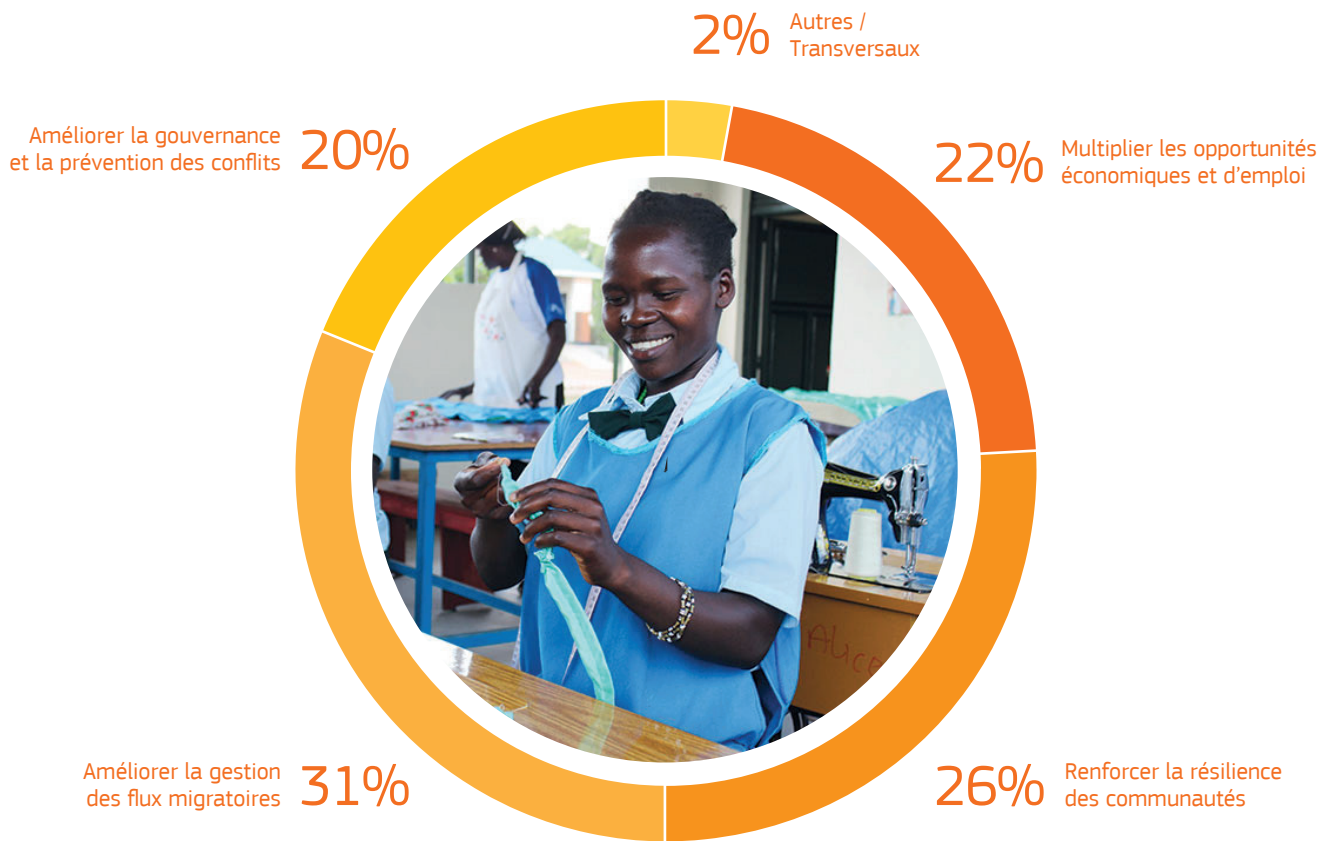


Fig. 3 - Actions approuvées en 2018 par objectif stratégique du FFUE (million d'euros)

Multiplier les opportunités économiques et d'emploi



Renforcer la résilience des communautés



Améliorer la gestion des flux migratoires



Améliorer la gouvernance et la prévention des conflits



Autres / Transversaux

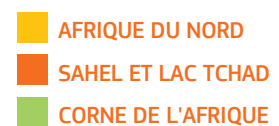
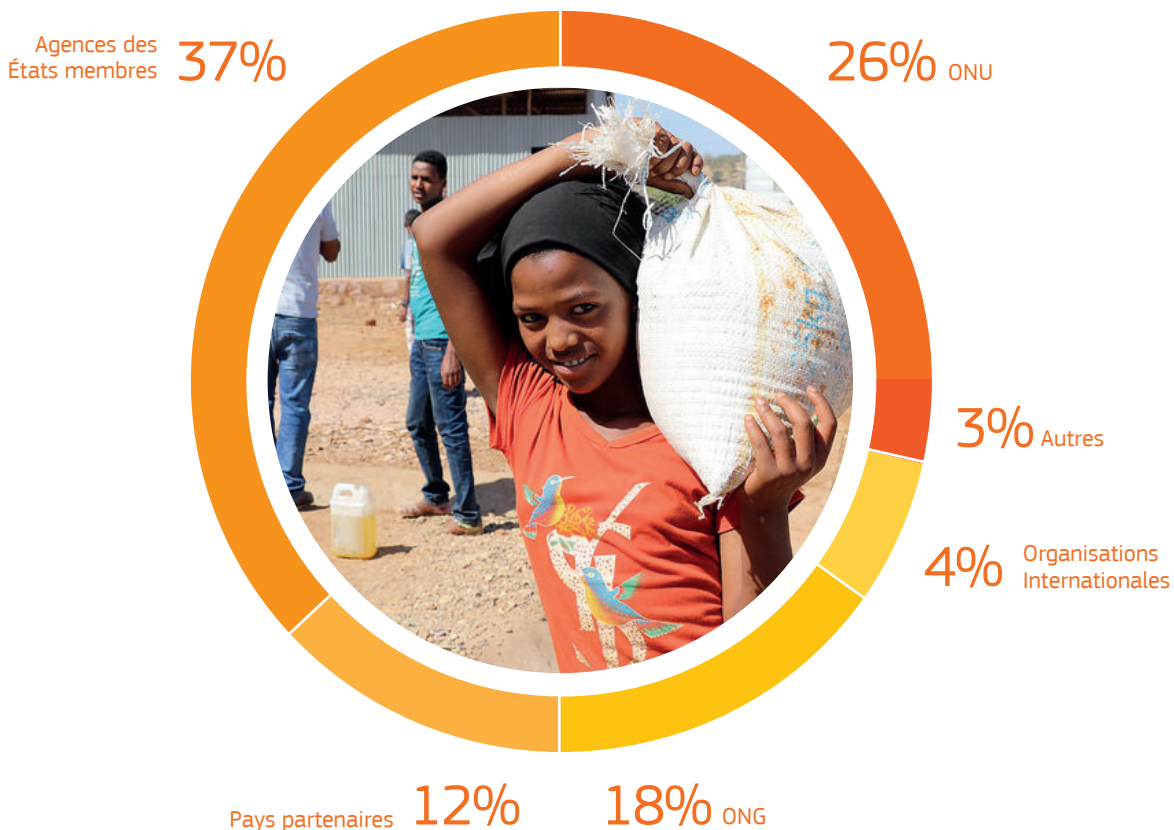


Table 3 - Contrats signés en 2018 par type de partenaires de mise en œuvre (million d'euros)

PARTENAIRES DE MISE EN ŒUVRE	MONTANT CONTRACTÉ	%
Agences des États membres	918,01	37%
ONU	628,40	26%
ONG	441,02	18%
Pays partenaires	299,02	12%
Organisations Internationales	97,49	4%
Autres	77,97	3%
<b>GRAND TOTAL</b>	<b>2 461,91</b>	<b>100%</b>

Fig. 4 - Total des contrats signés par partenaire de mise en oeuvre



Dans un grand nombre d'actions, les activités sont mises en œuvre par des ONG internationales ou locales dans le cadre d'un contrat signé par la Commission

européenne avec un autre type d'exécutant (agence d'État membre ou organisation des Nations unies).

## 2.4 Activités de recherche, suivi & évaluation

En 2018, le Fonds fiduciaire de l'UE pour l'Afrique a consolidé une approche globale de suivi, d'évaluation et d'apprentissage qui permet de suivre les progrès des activités, de mesurer leur succès et d'améliorer leur mise en œuvre et par conséquent leur programmation.

Cette approche est menée à trois niveaux : au niveau des projets, au niveau des fenêtres opérationnelles et pour le Fonds fiduciaire dans son ensemble. Outre les indicateurs propres à chaque projet, une première série d'indicateurs de résultats communs avait été identifiée en 2017 pour offrir une perspective globale des résultats obtenus par le Fonds et pour rendre compte de ses réalisations concrètes. La liste initiale a été étendue à 41 indicateurs communs de résultats en 2018 afin de mieux refléter la portée et la variété des travaux menés par les partenaires de mise en œuvre (la liste figure à l'annexe III). Cette liste élargie offre également aux partenaires d'exécution la possibilité de fournir des données désagrégées lorsqu'elles sont disponibles, conformément aux priorités établies pour chaque fenêtre opérationnelle. Chacun des projets contractés dans le cadre du Fonds fiduciaire de l'UE pour l'Afrique comprendra un ensemble minimum des indicateurs susmentionnés, ce qui permettra de disposer d'une base commune pour l'établissement des rapports dans les trois régions.

### Le Système de Suivi et d'Apprentissage dans la Corne de l'Afrique et le Sahel et lac Tchad

En 2018, le Fonds fiduciaire de l'UE pour l'Afrique a conçu un système régional de suivi et d'apprentissage (MLS) pour la Corne de l'Afrique, le Sahel et lac Tchad. Le système recueille les données primaires de tous les projets sur une base trimestrielle. Les informations sont analysées et présentées dans des rapports<sup>3</sup> trimestriels qui permettent à la Commission européenne de présenter les résultats dès le début du processus de mise en œuvre et d'analyser la manière dont le Fonds fiduciaire obtient des résultats. Il comprend également une composante d'apprentissage pour saisir et partager davantage d'informations qualitatives sur les approches des projets. Le détail des résultats atteints par projet individuel est désormais rendu accessible au public sur AKVO RSR, la plateforme conforme au standard IATI qui assure une grande transparence sur les résultats des projets en cours du Fonds fiduciaire

de l'UE pour l'Afrique. Fin 2018, l'analyse réalisée par le MLS dans la Corne de l'Afrique montre que trois ans après la création du Fonds fiduciaire, des résultats tangibles sont déjà disponibles pour une cinquantaine de projets, qui sont souvent mis en œuvre dans des contextes difficiles. L'UE a été en mesure de combiner des approches à court et à long terme, notamment (i) en soutenant les communautés d'accueil et les personnes les plus vulnérables candidates à la migration irrégulière, ainsi que celles qui ont déjà migré, qu'il s'agisse de personnes déplacées, de réfugiés, de migrants ou de rapatriés ; (ii) en encourageant le développement d'opportunités économiques durables et de pratiques visant à renforcer leur capacité d'adaptation pour donner aux bénéficiaires, surtout aux jeunes, la possibilité de construire un avenir meilleur dans leur pays plutôt que de courir le risque des dangers d'une migration irrégulière ; et (iii) en améliorant les capacités structurelles des administrations locales et des partenaires institutionnels à développer des solutions durables.

Au Sahel et lac Tchad, le Système de Suivi et d'Apprentissage a été mis en place en octobre 2018 pour assurer une approche harmonisée et une agrégation cohérente des données. Il a été possible d'exploiter l'approche CAD (Collecter, Analyser, Diffuser) déjà en place dans la fenêtre. Les deux composantes, du suivi et d'apprentissage, du système sont conçues en synergie avec les outils existants utilisés pour la collecte, l'analyse et la diffusion des données, y compris la plate-forme AKVO RSR. Des missions sur le terrain dans les pays du Sahel et du lac Tchad sont effectuées par la Commission européenne pour assurer l'appropriation du système de suivi et d'apprentissage par tous les acteurs concernés. Le premier rapport MLS pour la fenêtre Sahel et lac Tchad sera publié au cours du premier semestre 2019.

### Le système de suivi et d'évaluation pour l'Afrique du Nord

Le Système de Suivi et d'Évaluation pour l'Afrique du Nord (MENOA) a été conçu comme un cadre reliant tous les projets de manière cohérente aux objectifs et priorités stratégiques du Fonds fiduciaire de l'UE pour l'Afrique.

En 2018, le MENOA s'est concentré sur l'alignement du cadre logique des projets nouvellement adoptés sur les objectifs stratégiques de la fenêtre Afrique du Nord. La Commission a soutenu les partenaires de mise en œuvre pendant la phase de passation de contrats et la phase initiale pour assurer la sélection d'indicateurs

<sup>3</sup> Voir le deuxième rapport trimestriel sur Corne de l'Afrique: [https://ec.europa.eu/trustfundforafrica/sites/euetfa/files/eutf\\_q2\\_2018\\_final\\_07112018.pdf](https://ec.europa.eu/trustfundforafrica/sites/euetfa/files/eutf_q2_2018_final_07112018.pdf)

(Spécifiques, Mesurables, Réalisables, Réalistes et à durée limitée - SMART) par des réunions bilatérales ainsi que par des ateliers sur le terrain en Égypte, Libye et Tunisie, et en facilitant la collecte des données au niveau des projets. Le premier rapport MENOA est attendu pour le premier semestre 2019.

Le MLS et le MENOA s'ajoutent au système de Suivi et d'Évaluation (M&E) de chaque projet individuel ou à d'autres mécanismes existants tels que le suivi axé sur les résultats (ROM), les évaluations de projets ou l'évaluation à mi-parcours du Fonds fiduciaire de l'UE pour l'Afrique.

### **L'évaluation externe à mi-parcours du Fonds fiduciaire de l'UE pour l'Afrique**

Une évaluation externe à mi-parcours du Fonds fiduciaire de l'UE pour l'Afrique a été lancée fin 2018 et sera réalisée en 2019. Elle évaluera en particulier la pertinence et la cohérence des approches stratégiques du Fonds fiduciaire de l'UE pour l'Afrique par rapport à ses objectifs et ses résultats intermédiaires, en se concentrant sur l'efficacité et l'efficience; la valeur ajoutée du Fonds fiduciaire de l'UE pour l'Afrique concernant la coordination et la complémentarité du travail de l'UE avec les interventions d'autres donateurs; la consistance entre les actions de l'UE dans la coopération au développement et les autres politiques communautaires susceptibles d'affecter le pays/région partenaire. Les résultats définitifs de l'évaluation de mi-parcours sont attendus durant le premier trimestre de 2020.

### **Facilités de recherche**

Dans le cadre des Facilités de recherche (REF) pour le Sahel et lac Tchad et l'Afrique du Nord, six contrats ont été signés (cinq pour la fenêtre du Sahel et du lac Tchad pour un montant de 6,5 millions d'euros et un pour la fenêtre Afrique du Nord pour 2,5 millions d'euros). La recherche au Sahel et au lac Tchad comprend une analyse sectorielle des secteurs de la sécurité et de la justice dans la région, ainsi qu'une étude sur la résilience et la sécurité alimentaire au Burkina-Faso. Dans la région Afrique du nord, un projet de recherche sur les schémas migratoires, la traite des êtres humains et les dynamiques de la traite des migrants en Libye et au Sahel (Niger, Tchad, Mali), ainsi que sur les dimensions sous-jacentes de l'instabilité et des conflits potentiels liés aux flux migratoires irréguliers est en cours. Le Comité opérationnel a approuvé un budget supplémentaire de 6 millions d'euros en novembre 2018 pour couvrir les besoins identifiés par les délégations de l'UE, accordant

une importance particulière à l'égalité, aux droits de l'homme et à une approche sexospécifique lors de la conception de programmes ainsi qu'à la situation des groupes vulnérables.

Les études complètes seront disponibles sur le site web du Fonds fiduciaire de l'UE pour l'Afrique au cours du premier trimestre 2019.

En 2018, la Facilité de recherche de la Corne de l'Afrique a achevé un certain nombre d'autres études de recherche primaire, conformément au programme de recherche convenu. Il s'agit notamment d'études sur les retours vers et le déplacement depuis la Somalie, l'exode rural en Éthiopie, au Kenya et en Ouganda, et la migration et le déplacement du Soudan vers l'Europe. Les activités de recherche en cours portent spécifiquement sur les économies frontalières du Kenya, de l'Ouganda, du Sud-Soudan, de l'Éthiopie, du Somaliland et de Djibouti et sur les liens entre l'emploi et la mobilité des jeunes en Ouganda et en Éthiopie, ainsi que sur les attitudes des communautés envers la gestion des migrations<sup>4</sup>.

### **Monitoring orienté vers les résultats (ROM)**

Au 31 décembre 2018, 62 projets du Fonds fiduciaire de l'UE pour l'Afrique avaient été sélectionnés pour un monitoring orienté vers les résultats (ROM), dont 36 étaient achevés. Ces revues ROM sont effectuées par des experts externes selon quatre critères: pertinence, efficience, efficacité et durabilité. Ils couvrent les trois régions du Fonds fiduciaire de l'UE pour l'Afrique avec 38 projets évalués dans la Corne de l'Afrique, 20 dans le Sahel et lac Tchad et quatre dans le Nord de l'Afrique. Un rapport consolidé spécifique aux ROM pour le Fonds fiduciaire de l'UE pour l'Afrique sera publié début 2019 sur la base des analyses déjà disponibles. Il présentera un aperçu des principales conclusions des examens ROM ainsi que les enseignements tirés et les recommandations pour la mise en œuvre future des projets.

## **2.5 Activités de communication**

La Commission européenne s'est engagée à assurer la transparence et à faciliter une compréhension claire des programmes mis en œuvre dans le cadre du Fonds fiduciaire de l'UE pour l'Afrique. La situation opérationnelle et financière du Fonds fiduciaire de l'UE pour l'Afrique a été présentée au Conseil d'administration et aux Comités opérationnels du Fonds,

<sup>4</sup> De plus amples informations concernant le REF sont disponible sur : [www.soas.ac.uk/ref-homresearch](http://www.soas.ac.uk/ref-homresearch).

au Parlement européen (commissions BUDG, CONT et DEVE), au Conseil (groupes de travail CODEV et ACP ; comités FED et ICD) et à l'assemblée interparlementaire ACP-UE. Les équipes du Fonds fiduciaire de l'UE pour l'Afrique ont des échanges réguliers et approfondis avec les partenaires institutionnels et les agences d'exécution avec lesquels elles entretiennent un dialogue dynamique à travers le Réseau des praticiens de la Coopération au Développement.

Une conférence sur le Système de Suivi et d'Apprentissage pour la Corne de l'Afrique a eu lieu à la fin de 2018 à Bruxelles pour présenter le deuxième rapport trimestriel du MLS et l'approche du suivi des résultats des projets dans la Corne de l'Afrique. La Facilité de Recherche pour la Corne de l'Afrique a également présenté trois des études à l'*InfoPoint* sur la Coopération Extérieure de l'UE en novembre. Un grand nombre de représentants de la société civile, des partenaires de mise en œuvre et des institutions de l'UE ont assisté à ces deux manifestations.

Des programmes du Fonds fiduciaire de l'UE pour l'Afrique ont été illustrés lors des Journées européennes du développement en juin à Bruxelles dans le cadre d'une session intitulée "*Women on the Move : Stories of Resilience and Reintegration*" comme partie intégrante de l'Initiative conjointe UE-OIM pour la protection et la réintégration des migrants (Initiative conjointe UE-OIM).

Plus tôt, en 2018, les actions du Fonds fiduciaire de l'UE pour l'Afrique en faveur de la stabilisation et du

développement dans la région du G5 Sahel<sup>5</sup> ont été soulignées lors de la Conférence internationale de haut niveau sur le Sahel, qui a confirmé l'engagement politique de la communauté internationale envers les pays du Sahel.

Une exposition photo présentant le soutien de l'UE au G5 Sahel s'est tenue à Nouakchott en décembre 2018 et a été inaugurée par le commissaire européen chargé de la Coopération Internationale et du Développement en présence de quatre chefs d'État des pays du G5. Cette exposition a illustré les travaux entrepris dans les domaines de la sécurité alimentaire, de l'accès à l'eau potable, de l'accès aux services de base et de la coexistence pacifique des populations dans les régions les plus vulnérables du Sahel. Elle sera présentée dans cinq pays africains et à Bruxelles en 2019.

Enfin, en 2018, le site web du Fonds fiduciaire de l'UE pour l'Afrique a pris une importance considérable et a contribué à faire connaître les activités du Fonds avec plus de 71.000 visites et 212.000 pages consultées. Le contenu global a considérablement augmenté et comprend maintenant tous les documents d'action ainsi que des mises à jour régulières sur les programmes en cours et des informations sur l'état d'avancement général du Fonds fiduciaire de l'UE pour l'Afrique, mises à jour chaque semaine. Sur les réseaux sociaux, le mot-clé *#AfricaTrustFund* a été mentionné plus de 3 000 fois.

<sup>5</sup> Burkina Faso, Tchad, Mali, Mauritanie, et Niger





Chapitre 3

# Orientations **stratégiques**, mise en œuvre et résultats



# Orientations **stratégiques**, mise en œuvre et résultats

## 3.1 Les actions multifenêtres

En 2018, le Fonds fiduciaire de l'UE pour l'Afrique a adopté deux nouveaux programmes multifenêtres et cinq augmentations budgétaires pour plus de 150 millions d'euros, en vue de favoriser des réponses transrégionales aux défis auxquels font face les pays partenaires du Fonds fiduciaire de l'UE pour l'Afrique.

Lancée le 15 décembre 2016 par l'intermédiaire du FFUE pour l'Afrique, l'Initiative conjointe UE-OIM vise à renforcer les mécanismes de protection et d'assistance aux migrants le long des routes migratoires de la Méditerranée centrale, en garantissant le respect des droits des migrants ainsi qu'une gouvernance du processus migratoire plus sûre. Initialement lancé dans 14 pays de la région du Sahel et du lac Tchad et la Libye, l'initiative couvre maintenant 26 pays africains dans trois régions pour un budget total de 350 millions d'euros. Les principales composantes du programme sont la protection et l'assistance, la réintégration, l'information et la sensibilisation, ainsi que les données sur les migrations et le suivi des flux. De mai 2017 à fin novembre 2018, l'initiative conjointe UE-OIM a soutenu le retour volontaire de plus de 42 600 migrants, pour la plupart originaires de Libye et du Niger ainsi que du Mali, de Mauritanie et de Djibouti. Dans les pays d'origine, l'initiative conjointe a fourni une assistance à l'arrivée à plus de 58 100 migrants dont le retour a été soutenu par le fonds fiduciaire de l'UE pour l'Afrique ou par d'autres donateurs.

Conformément à la stratégie du Fonds fiduciaire de l'UE pour l'Afrique adoptée en novembre 2015, le Fonds fiduciaire a également intensifié ses efforts pour promouvoir la migration légale et la mobilité. Grâce au soutien apporté à ERASMUS+, un total de 88 projets de partenariat entre des universités européennes et des universités de la région du Sahel et du lac Tchad ont permis 1 005 échanges universitaires. En 2018, les programmes ERASMUS+ ont été étendus à la Corne de l'Afrique afin de soutenir la mobilité de 2 200 étudiants et membres du personnel universitaire entre l'Europe et les pays partenaires africains et d'accroître la disponibilité d'une main-d'œuvre professionnelle

de haut niveau formée et qualifiée. Cela contribuera à améliorer les capacités, la qualité et la dimension internationale des institutions et à soutenir davantage les compétences et l'employabilité des jeunes.

## 3.2 Sahel et lac Tchad

En 2018, la fenêtre du Sahel et du lac Tchad a approuvé 15 nouvelles actions et une augmentation budgétaire, pour un montant total de 449,4 millions d'euros, comprenant les contributions aux actions multifenêtres. Au 31 décembre 2018, un total de 92 actions pour un montant total de 1,7 milliard d'euros a été approuvé pour cette fenêtre opérationnelle, dont 1 244 milliards d'euros (72 %) ont été contractés. Les États membres et d'autres donateurs ont contribué à cette fenêtre pour un montant de 49 millions d'euros en 2018.



Table 4 - Montants approuvés en 2018 (million d'euros)

PAYS	Multiplier les opportunités économiques et d'emploi	Renforcer la résilience	Améliorer la gestion des flux migratoires	Améliorer la gouvernance	Transversaux	TOTAL
Côte d'Ivoire				30		30
Gambie	23					23
Mali				10		10
Mauritanie				25		25
Niger	7,60			10		17,60
Nigeria	50					50
Sénégal				9		9
Tchad				10		10
Régional	15	70	90	5	10	190
Multifonction			71		13,80	84,80
<b>TOTAL</b>	<b>95,60</b>	<b>70</b>	<b>161</b>	<b>99</b>	<b>23,80</b>	<b>449,40</b>

### La région en un coup d'œil en 2018

La région est confrontée à des défis majeurs. La crise humanitaire dans le bassin du lac Tchad est l'une des plus graves au monde, avec plus de 10 millions de personnes en besoin urgent d'assistance vitale et de protection, selon le Bureau de la Coordination des Affaires Humanitaires des Nations Unies (OCHA).

Au Mali, la recrudescence de l'insécurité due à un afflux sans précédent de groupes armés radicaux a entraîné une propagation des actes terroristes des régions du nord du Mali vers le centre et le sud du pays. En conséquence, la situation s'aggrave dans les régions de Mopti et de Ségou alors que le Burkina Faso et le Niger sont de plus en plus touchés par la crise. La situation sécuritaire au Burkina Faso s'est détériorée, en particulier dans le Nord et l'Est. Outre les insurrections locales qui exacerbent les conflits intercommunautaires, Boko Haram reste actif dans la région du lac Tchad. Dans ce contexte fragile, l'amélioration de l'accès aux

services de base et le renforcement de la résilience demeurent difficiles et mettent en lumière la nécessité permanente d'une approche intégrée et du nexus humanitaire-développement.

Le Fonds fiduciaire de l'UE pour l'Afrique a offert une réponse rapide aux changements observés sur les routes migratoires au cours de l'année, avec plus de migrants empruntant la route de la Méditerranée occidentale, ce qui a entraîné une augmentation des besoins de protection, notamment en Mauritanie. L'évolution des tendances migratoires a contribué à une baisse significative des arrivées en Italie et à une augmentation de 131% (64 298) des arrivées en Espagne par rapport à 2017<sup>6</sup>.

Par ailleurs, les actions du Fonds fiduciaire de l'UE pour l'Afrique ont contribué à consolider le soutien apporté par l'UE et par d'autres donateurs au G5 Sahel, comme l'a montré la Conférence de Coordination des Donateurs pour les partenaires du G5 Sahel tenue à Nouakchott le 6 décembre 2018.

<sup>6</sup> Données fournies par DG HOME



## Multiplier les opportunités économiques et d'emploi

En 2018, la Commission européenne a accéléré la mise en œuvre d'actions visant à réduire les incitations à la migration irrégulière en créant des emplois et des activités économiques dans les pays et régions d'origine et de transit<sup>7</sup>. Dans la fenêtre du Sahel et du lac Tchad, le Fonds fiduciaire de l'UE pour l'Afrique offre une réponse sur mesure aux défis spécifiques du marché du travail, notamment l'employabilité des jeunes et le développement économique dans les secteurs productifs. Les actions approuvées aident 24 211 bénéficiaires à améliorer leurs compétences et leur employabilité grâce à des actions d'enseignement et de formation techniques et professionnels (EFTP).

Les actions précédemment approuvées ont permis de réaliser des progrès substantiels pour soutenir la création d'emplois pour les jeunes grâce à des actions à effet rapide dans les zones d'origine et de transit en Guinée et au Niger. On estime que 10 825 nouveaux emplois ont été créés dans la région. Le programme "Archipelago" a été officiellement lancé à Dakar en décembre 2018. Il vise à combler les déficits de compétences identifiés par le secteur privé local avec des programmes de formation et de tutorat sur mesure pour les jeunes. La participation des secteurs privés africain et européen est un atout majeur et constitue un grand pas en avant dans le partenariat public-privé.

Le programme "Building a future - Make it in the Gambia", adopté en 2018, a déjà démarré dans l'agglomération de Banjul et dans d'autres provinces intérieures, en mettant l'accent sur la promotion de la cohésion sociale et d'emplois attractifs ou indépendants dans les énergies renouvelables, le tourisme écologique et l'agriculture moderne. Ce programme s'adresse à 25 000 bénéficiaires et sera axé sur les migrants rapatriés.

Cette année, les actions mises en œuvre dans la région ont mis davantage l'accent sur des activités à haute intensité de main-d'œuvre visant à favoriser l'intégration complète sur le marché du travail par la formation sur le lieu de travail, l'éducation financière et des incitations à l'épargne financière ainsi que l'accès à des programmes entrepreneuriaux. Un atelier sur les projets impliquant des méthodes à forte intensité de main-d'œuvre associées à la formation en cours d'emploi a été organisé en Mauritanie avec la participation active de l'Organisation Internationale du Travail (OIT), de l'Agence belge de développement (Enabel), de l'Agence française de développement (AFD)

<sup>7</sup> COM (2018) 643 final

## HAUTE-INTENSITÉ DE MAIN D'OEUVRE POUR LA CRÉATION D'OPPORTUNITÉS D'EMPLOI DANS L'EXTRÊME-NORD DU CAMEROUN



Amadou Oumarou est un jeune travailleur à Guinnadji, bénéficiaire du soutien du Fonds fiduciaire de l'UE pour l'Afrique via le Programme National

de Développement Participatif (PNDP) dans la région de l'Extrême-Nord, au Cameroun. Il est un exemple de réussite dans le secteur de l'élevage. Il a parlé de son ambition et de son expérience:

*"Avant, j'étais au chômage, sans activité pour gagner de l'argent. Le projet HIMO me donne du travail me permet de vivre dignement dans mon village et grâce au revenu que j'ai gagné, j'ai commencé des activités qui me permettront de générer de la richesse et de gagner ma vie. Les économies que je retirerai à la fin de la construction me permettront d'étendre mes activités d'élevage et de réaliser mon rêve : celui de devenir éleveur dans ma communauté".*

et du Fonds d'équipement des Nations Unies (FENU).

L'événement a souligné l'importance de l'acquisition de compétences (techniques, entrepreneuriales et financières) conduisant à des parcours d'insertion professionnelle pour les bénéficiaires et au renforcement des mesures de protection et de sécurité au travail dans le secteur privé.

En 2018, la nouvelle alliance Afrique-Europe pour des investissements et des emplois durables a annoncé la création de 10 millions d'emplois en Afrique au cours des cinq prochaines années. Les actions des fenêtres du Sahel et du lac Tchad sont conformes à cet objectif en complémentarité avec le Plan Européen d'Investissement et d'autres instruments.



## ACCROÎTRE L'EMPLOYABILITÉ DES JEUNES EN MAURITANIE

Le programme PECOBAT en Mauritanie vise à améliorer l'employabilité des jeunes dans le secteur de la construction bioclimatique dans les provinces du sud. Le secteur bioclimatique est un créneau d'emploi prometteur qui ouvre de nouvelles opportunités pour des jeunes comme Ahmed Vall Ould Tourad, marié avec un enfant:

*"J'ai eu la chance de bénéficier de la formation sur les énergies renouvelables dispensée par PECOBAT à Kaédi. La chose la plus importante sur le marché du travail est d'avoir des compétences spécifiques et un diplôme professionnel. Je pense aussi à un projet personnel, car je pense qu'avec un capital de départ, je pourrais ouvrir ma propre petite entreprise d'installation d'énergies renouvelables. Cette formation a été un grand plus dans ma vie et j'ai l'intention d'en faire un métier dans le futur."*

## OPPORTUNITÉS DE MODE ÉTHIQUE EN ITALIE, AU BURKINA FASO ET AU MALI

Le Fonds fiduciaire de l'UE pour l'Afrique soutient l'Initiative de Mode Éthique (EFI) visant à réduire la pauvreté et à créer des opportunités économiques par la promotion des exportations dans le secteur artisanal pour des micro-entrepreneurs du secteur informel, avec un accent sur les femmes et les jeunes artisans. Le projet mis en œuvre par le Centre du Commerce International (CCI) encourage également les migrants à rentrer volontairement dans leur pays d'origine en développant des opportunités de formation professionnelle certifiante sur le tissage, la couture et le travail du cuir en vue d'une insertion immédiate en vue d'une insertion immédiate à leur retour.

En Italie, l'Initiative Mode Éthique et le Centre d'accueil des demandeurs d'asile Lai-momo ont lancé des activités concrètes en vue d'identifier des candidats au retour volontaire et les préparer à de nouveaux métiers. Les possibilités d'emploi concrètes offertes par le projet ont suscité un vif intérêt.

## Renforcer la résilience des communautés

La fenêtre du Sahel et du lac Tchad lutte contre l'insécurité alimentaire et la malnutrition tout en améliorant l'accès aux services de base, en promouvant les services publics et les questions à long terme telles que la cohésion sociale et la gestion des ressources naturelles. Les actions de résilience appliquent une approche souple et sensible aux conflits, capable de s'adapter à des contextes en évolution rapide. Elles répondent à des besoins immédiats et essentiels pour combler le fossé entre l'aide humanitaire et la coopération au développement.

L'objectif des projets du FFUE pour l'Afrique est également de construire la résilience par le renforcement des capacités nationales. Les autorités locales sont impliquées à tous les stades du cycle du projet. Par exemple, 730 plans de développement communautaire seront révisés dans la région.

Les actions dans ce domaine se déroulent principalement dans des régions exposées à des conflits et à l'extrême pauvreté. Dans l'Extrême-Nord, au Cameroun, les services d'eau, d'hygiène et d'assainissement sont améliorés par le diagnostic, le suivi et l'entretien des infrastructures, qui bénéficieront à 30 000 ménages. Dans le cadre du programme *Promoting Stability in North East Nigeria*, 1935 personnes ont déjà bénéficié d'une médiation intercommunautaire et d'une sensibilisation aux conflits, notamment la sensibilisation aux dangers des restes explosifs de guerre.

Les programmes de résilience comprennent des projets de développement économique particulièrement pertinents pour les groupes vulnérables et pour les jeunes. Dans le nord du Mali, le programme *RELAC IP* a contribué à relancer l'économie locale et à soutenir les autorités locales en finançant 87 projets économiques locaux dans les domaines de l'agriculture, de l'élevage et de la pisciculture dans 28 communes de Gao et Tombouctou. En Mauritanie, les activités socio-économiques ont permis de soutenir environ 800 familles parmi les communautés d'accueil et les personnes déplacées de force avec une parcelle d'environ 50 m<sup>2</sup> chacune. En outre, 43 étudiants réfugiés maliens du camp de réfugiés de Mbera ont reçu des bourses pour poursuivre leurs études universitaires à Nouakchott.

En réponse directe à la demande des chefs d'Etat du G5 Sahel, le Fonds fiduciaire de l'UE pour l'Afrique a adopté le *Programme Régional d'Urgence* pour faire face aux besoins urgents dans les zones frontalières.

## PROMOUVOIR LE NEXUS HUMANITAIRE-DÉVELOPPEMENT AU BURKINA FASO

Lancé en 2017, le programme *Linking Relief Rehabilitation and Development (LRRD)* de renforcement de la résilience des communautés face à l'insécurité alimentaire et nutritionnelle couvre quatre régions frontalières du nord du Burkina Faso. Le programme a déjà aidé 151 circonscriptions, répondant aux besoins fondamentaux de 937 934 personnes vulnérables. Il permet également aux bénéficiaires de diversifier leurs moyens de subsistance et de créer des opportunités économiques pour mieux faire face aux chocs potentiels.

Initié par le Secrétariat permanent du G5 Sahel lors du Sommet extraordinaire des chefs d'Etat tenu à Nouakchott en juillet 2018, il fait partie du *Programme d'Investissement Prioritaire (PIP) au Sahel*. Développé conjointement avec le Secrétariat permanent du G5 Sahel dans le cadre de l'Alliance du Sahel, le programme offre une réponse régionale pour améliorer les conditions de vie, l'accès à l'eau, la résilience et la cohésion sociale des populations vulnérables dans les zones les plus vulnérables.

## Améliorer la gestion des flux migratoires

Conformément aux engagements pris lors du sommet de La Valette en 2015 et du sommet UA-UE à Abidjan en 2017, la fenêtre du Sahel et du lac Tchad continue à soutenir le mécanisme d'évacuation et de transit (ETM) du Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR) permettant la protection, l'évacuation et la réinstallation des réfugiés bloqués en Libye, tout comme l'Initiative Conjointe UE-OIM qui fournit protection, assistance au retour volontaire aux migrants en transit et réintégration dans les pays d'origine.

Entre septembre 2017 et décembre 2018, 2 202 personnes ont été évacuées de Libye vers le Niger dans le cadre de l'ETM. Au total, 3 719 personnes ont été proposées pour être réinstallées depuis la Libye et depuis le Niger vers 12 pays, et 1 598 réfugiés ont

8 Relance de l'économie et appui aux collectivités II (RELAC II)

quitté le Niger et la Libye pour se réinstaller en Belgique, au Canada, en Finlande, en France, en Allemagne, aux Pays-Bas, en Suède, en Suisse, au Royaume-Uni et aux États-Unis.

En 2018, le Fonds fiduciaire de l'UE pour l'Afrique a poursuivi ses efforts dans ce secteur en approuvant le programme *Protection and sustainable solutions for migrants and refugees along the Central Mediterranean route*, pour un montant de 135 millions d'euros pour la fenêtre du Sahel et du lac Tchad. Il permettra à l'OIM et au HCR de poursuivre leurs activités sur le terrain. Des mesures de protection supplémentaires pour les groupes les plus vulnérables, en particulier les communautés d'accueil, sont envisagées dans les actions adoptées cette année. En vue de renforcer la

mobilité juridique, un programme complémentaire au programme Erasmus + en cours en Afrique de l'Ouest renforcera la mobilité des étudiants et du personnel universitaire dans la région du Sahel et du lac Tchad et étendra ces possibilités à la Corne de l'Afrique.

### Améliorer la gouvernance et la prévention des conflits

En 2018, le Fonds fiduciaire de l'UE pour l'Afrique a encouragé la coopération régionale à travers des organisations telles que le G5 Sahel afin de favoriser la stabilité à long terme. Le collège sahélien de sécurité, soutenu par le Fonds fiduciaire, est le premier centre de formation créé dans le cadre du G5 Sahel avec une véritable ambition régionale : promouvoir le dialogue entre les forces de l'ordre et leurs communautés et développer une culture commune face aux crises et menaces (terrorisme, radicalisation et criminalité organisée). D'importants progrès ont été accomplis en 2018 avec l'inauguration de son siège officiel à Bamako. Au cours des 18 derniers mois, le collège sahélien de sécurité a dispensé une formation à plus de 400 participants provenant de tous les pays du G5 Sahel, pour la plupart des agents des forces de l'ordre et des magistrats, ainsi que des responsables religieux ou des journalistes.

Les résultats obtenus par l'Équipe Conjointe d'Investigation (ECI) au Niger en 2018 illustrent l'engagement et la coopération des pays de destination et de transit dans la lutte contre le trafic illicite de migrants et la traite des êtres humains. Les équipes d'ECI rassemblent 12 policiers nigériens et six homologues européens (espagnols et français). A ce jour, les équipes ont enquêté sur des cas à Niamey, Agadez et Zinder, ils ont partagé les bonnes pratiques et introduit de nouvelles techniques d'enquête modernes. En conséquence, le volume et la qualité des affaires se sont améliorés : 197 passeurs et trafiquants ont été poursuivis et 29 réseaux de traite ont été démantelés.

En 2018, six nouvelles actions ont été approuvées pour un montant total de 89 millions d'euros et une augmentation de 10 millions d'euros au budget du programme *AJUSEN*<sup>9</sup>. Le programme combine l'appui budgétaire et l'approche par projet pour aider le Niger à élaborer des politiques durables dans les domaines de la sécurité, de la justice, des migrations et de la gestion des frontières. Les nouvelles activités comprennent des mesures de sécurité à impact rapide au Mali, le renforcement de la sécurité dans les zones frontalières

### INITIATIVE UE-OIM - L'EXPÉRIENCE GAMBIENNE

La Gambie est le pays qui compte le plus grand nombre de migrants par habitant arrivant en Europe. Elle souffre d'une fuite de main-d'œuvre vu que la majorité de ces migrants sont des jeunes. Amadou Baldeh est un migrant de retour dont le seul souhait était d'aller en Europe et de commencer une nouvelle vie. Après avoir été enfermé et maltraité en Libye, Amadou s'est évadé de prison et a obtenu l'aide de l'OIM en Libye pour rentrer chez lui. "Notre bateau a chaviré deux fois. La deuxième fois, nous avons été pris et emprisonnés. Ils ont exigé une rançon de 4 000 dollars pour notre liberté, a-t-il dit.

A son retour, Amadou a reçu un soutien en nature grâce au Fonds fiduciaire de l'UE pour ouvrir un restaurant et vendre des repas et des snacks. Il espère un avenir meilleur en Gambie en rendant son entreprise plus dynamique. Selon l'OIM, plus de 3 500 migrants gambiens qui étaient en route vers l'Europe via la Libye sont volontairement rentrés chez eux entre 2017 et 2018.

<sup>9</sup> Appui à la justice et à la sécurité au Niger pour lutter contre la criminalité organisée, les trafics illicites et la traite des êtres humains

du Tchad ainsi que le soutien à la lutte contre le trafic illicite de migrants et la traite des êtres humains au Cap-Vert, en Guinée-Bissau et au Sénégal.

Le premier programme en Côte d'Ivoire a été approuvé en novembre 2018 et aidera le gouvernement ivoirien à mettre en place un système d'état civil sécurisé et une base de données biométriques pour les documents d'identité et de voyage d'ici 2025. Un nouveau programme en Mauritanie, qui renforcera le lien entre sécurité, résilience et développement, soutiendra les autorités nationales dans leur stratégie nationale de développement en mettant l'accent sur les questions de gestion des migrations et de sécurité maritime.

## LA VOIX DES JEUNES DU SAHEL

Mise en œuvre par le Centre pour le Dialogue Humanitaire Henri Dunant, ONG suisse, le programme " La voix des jeunes du Sahel " a déjà soutenu l'intégration sociale et politique de 1 250 représentants des organisations de jeunesse des pays du G5 Sahel. Les jeunes représentants ont participé aux discussions sur la formation universitaire et professionnelle, l'accès au marché du travail, la participation civique, la volonté de migration et le risque de radicalisation religieuse. Une deuxième phase de l'action a été approuvée en 2018.

## UNITÉS D'INTERVENTION RAPIDE GAR-SI - SURVEILLANCE ET INTERVENTION DANS LA RÉGION DU SAHEL

Le projet *Groupes d'Action Rapides – Surveillance et Intervention au Sahel (GAR-SI)* a démarré en janvier 2017. Il forme les unités de la gendarmerie nationale aux opérations tactiques ou de recherche, à la collecte de renseignements et à l'ouverture d'enquêtes judiciaires. Actuellement, six unités GAR-SI ont été mises en place dans les pays du G5 Sahel et au Sénégal, avec le soutien d'un consortium mené par la Guardia Civil espagnole en partenariat avec les gendarmeries française, italienne et portugaise.

En 2018, le programme GAR-SI a formé 663 gendarmes dans cinq pays. Les 523 autres ont reçu une formation dans leur pays d'origine, avec l'aide d'experts européens.

En 2019, les unités GAR-SI bénéficieront de l'expertise européenne lors des opérations sur le terrain.



### 3.3 Corne de l'Afrique

En 2018, la fenêtre de la Corne de l'Afrique a approuvé 20 nouvelles actions et six augmentations budgétaires, pour un total de 480,15 millions d'euros, comprenant les contributions aux actions multifenêtres. Au 31 décembre 2018, 69 actions pour un montant total de 1,3 milliards d'euros ont été approuvées pour cette fenêtre opérationnelle, dont 912 millions d'euros (71 %) ont été contractés. Les États membres et autres donateurs ont contribué pour 14 millions d'euros à cette fenêtre, l'année dernière.

Le Fonds fiduciaire de l'UE pour l'Afrique est resté un instrument clé pour relever les principaux défis de la région, complétant les instruments de développement traditionnels de l'UE, l'aide humanitaire et les dialogues politiques existant avec les pays partenaires.

La fenêtre de la Corne de l'Afrique a continué de

répondre aux orientations de son cadre opérationnel régional et a déjà produit des résultats substantiels<sup>10</sup> pour les quatre objectifs stratégiques du Fonds fiduciaire de l'UE pour l'Afrique. Il a continué d'investir dans la mise en œuvre du Cadre d'action global pour les réfugiés (CRRF), une priorité qui a été renforcée par le Conseil d'administration du Fonds fiduciaire de l'UE pour l'Afrique en avril 2018 et consacrée dans le Pacte mondial pour les réfugiés des Nations unies. Le CRRF est une initiative du HCR, fortement soutenue par l'Autorité intergouvernementale pour le développement (IGAD), la Banque mondiale (BM) et l'UE. Il vise à aider les populations réfugiées à devenir autosuffisantes tout en soutenant les communautés d'accueil. Dès la fin 2018, 247,55 millions d'euros avaient été engagés pour la mise en œuvre du CRRF.

<sup>10</sup> Pour des résultats détaillés, veuillez consulter le deuxième rapport trimestriel du MLS pour la Corne de l'Afrique: [https://ec.europa.eu/trustfundforafrica/sites/eutf/files/eutf\\_q2\\_2018\\_final\\_07112018.pdf](https://ec.europa.eu/trustfundforafrica/sites/eutf/files/eutf_q2_2018_final_07112018.pdf)

Table 5 - Montants approuvés en 2018 (million d'euros)

PAYS	Multiplier les opportunités économiques et d'emploi	Renforcer la résilience des communautés	Améliorer la gestion des flux migratoires	Améliorer la gouvernance et la prévention des conflits	Transversaux	TOTAL
Djibouti	4,00	4,00				8,00
Ethiopie	44,32	11,17	32,00	11,17		98,65
Kenya	8,43	8,43	5,93			22,80
Ouganda	6,00	6,00		6,00		18,00
Somalie	27,67	87,67		79,17		194,50
Soudan	15,00	37,50				52,50
Sud Soudan		8,00		5,00		13,00
Régional	13,73	13,73	1,00	7,73	4,50	40,70
Multifenêtre			29,00		3,00	32,00
<b>TOTAL</b>	<b>119,15</b>	<b>176,50</b>	<b>67,93</b>	<b>109,07</b>	<b>7,50</b>	<b>480,15</b>



### La région en un coup d'œil en 2018

En 2018, une série d'événements historiques a eu lieu dans la Corne de l'Afrique, créant potentiellement les conditions pour une stabilité renforcée et le développement régional. En juillet, 20 ans de conflit entre l'Éthiopie et l'Érythrée ont pris fin avec la signature de la Déclaration Conjointe de Paix et d'Amitié, qui a permis la reprise des relations politiques, économiques et commerciales entre les deux pays. Une première mesure a été prise pour régler le différend frontalier de longue date entre Djibouti et l'Érythrée<sup>11</sup>. Dans ce contexte, le Conseil de sécurité des Nations unies a décidé en novembre de lever les sanctions contre l'Érythrée découlant d'un embargo adopté en 2009.

Dans l'ensemble, malgré quelques signes positifs, la Corne de l'Afrique reste confrontée à des menaces sous-jacentes majeures, qui pourraient compromettre les récents progrès. Il s'agit notamment des déplacements à grande échelle, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur des frontières, des conflits violents, de l'instabilité politique et du terrorisme, des défis socioéconomiques et du changement climatique. La Corne de l'Afrique accueille actuellement 4,5 millions de réfugiés, 70 % des réfugiés africains et plus de 20 % de tous les réfugiés dans le monde. Rien que l'année dernière, tout en ouvrant la voie à un rapprochement historique avec ses voisins, l'Éthiopie est devenue le pays qui a connu le plus grand

nombre de nouveaux déplacements internes au monde, avec un total de 1,4 million. En Somalie, les tensions entre le gouvernement fédéral et les États membres fédéraux sont encore fortes. Le pays a également été touché par une saison des pluies longue et intense qui a temporairement déplacé près de 290 000 personnes.

En 2018, la première réunion régionale visant à examiner les progrès accomplis dans la mise en œuvre de la Déclaration et du Plan d'Action<sup>12</sup> de Nairobi a eu lieu. Il s'agit d'un engagement commun des pays de la région à rechercher une solution à la situation prolongée des réfugiés somaliens. A cette occasion, les ministres de l'IGAD ont réaffirmé leur engagement et ont reconnu les progrès réalisés dans l'élaboration des plans et programmes nationaux, ainsi que dans l'introduction de réformes juridiques. En outre, deux pays de la Corne de l'Afrique, le Soudan et l'Ouganda, sont précurseurs en matière de mise en œuvre du nexus humanitaire-développement de l'UE.

Compte tenu des signes positifs de progrès en Somalie, les bailleurs internationaux ont montré qu'ils étaient disposés à fournir un appui au pays. En juillet 2018, le Forum de partenariat pour la Somalie a réuni le gouvernement fédéral somalien, les États somaliens et la communauté internationale afin de parvenir à un consensus sur la stabilisation et la promotion du développement du pays. En conséquence directe, le tout

<sup>11</sup> Déclaration commune sur la coopération globale en vue de la normalisation des relations entre Djibouti et l'Érythrée

<sup>12</sup> Adopté lors du Sommet spécial des chefs d'État et de gouvernement de l'IGAD sur les solutions durables pour les réfugiés somaliens le 25 mars 2017

premier programme d'appui budgétaire de l'UE à la Somalie a été approuvé, et alors que l'instabilité dans le pays diminue, la Mission de l'Union africaine en Somalie (AMISOM) a annoncé qu'elle commencerait à retirer ses troupes dès février 2019.

Au Sud-Soudan, un accord de paix<sup>13</sup> revitalisé a été signé dans le but de mettre fin à la longue guerre civile. L'accord engage des forces loyales au gouvernement et aux groupes rebelles qui les combattent à partager le pouvoir.

13 Signé le 2 Septembre, Addis Ababa



## ASSISTER LA SOMALIE PAR L'APPUI BUDGÉTAIRE

Le premier appui budgétaire à la Somalie s'élève à 103 millions d'euros. Il vise à soutenir le fédéralisme dans le pays et à permettre au gouvernement de fournir des services de base à sa population. Cet appui soutiendra également une réforme monétaire indispensable, notamment l'élimination progressive de l'ancienne monnaie fortement contrefaite et la création d'une nouvelle, moins vulnérable à la contrefaçon. L'approbation de cette mesure s'inscrit dans le cadre d'une réponse internationale plus large aux résultats positifs obtenus par le gouvernement fédéral dans la mise en place des réformes. Cette réponse combinée ouvre des perspectives entièrement nouvelles pour la consolidation de l'État et de la nation somaliens. Il contribue à renforcer la confiance internationale dans le gouvernement fédéral en vue d'établir un solide bilan en matière de réformes pour les institutions financières internationales, d'apurement des arriérés et de point de décision concernant l'initiative pour les Pays Pauvres Très Endettés.

Bien qu'ayant ouvert une voie fragile vers la paix, la crise humanitaire au Sud-Soudan demeure une préoccupation majeure. Selon l'ONU, le conflit en cours a déjà coûté la vie à plus de 50 000 personnes, dont de nombreux civils et en a déplacé deux millions d'autres et a retardé les progrès du pays depuis son indépendance il y a sept ans.

### Multiplier les opportunités économiques et d'emploi

Le Fonds fiduciaire de l'UE pour l'Afrique met en œuvre de multiples actions dans les domaines de la formation technique et professionnelle, et de la promotion du travail et de l'emploi. Ces actions sont axées sur les réfugiés, les personnes déplacées à l'intérieur du pays et les communautés d'accueil, et certaines sont spécialement conçues pour les jeunes et les femmes. L'année dernière, une action de 50 millions d'euros intitulée "*Ethiopia Job Compact – Sector Reform and performance Contract*" a été approuvée dans le but de soutenir la stratégie d'industrialisation de l'Éthiopie et de créer des possibilités d'emploi décent pour les Éthiopiens et les réfugiés.

D'autres projets dans la région ont utilisé une approche mutuellement bénéfique – tant pour les réfugiés que pour les communautés d'accueil – visant à réduire les tensions entre les deux groupes cibles par des activités sociales et économiques. En Ouganda, par exemple, le *Support Programme for Refugee Settlements and Host Communities in Northern Uganda (SPRS-NU)* a doté 300 jeunes des communautés de réfugiés et d'accueil de



*“Quand j’aurai mon diplôme, la première chose que je vais faire est de construire une maison pour mes parents”*

Lenia, 22 ans, termine ses études en maçonnerie et en bétonnage. Elle est l’un des nombreux membres de la communauté d’accueil qui bénéficient du Programme d’appui aux camps de réfugiés et aux communautés d’accueil dans le nord de l’Ouganda (SPRS-NU) au camp de réfugiés du Rhino.

compétences qui les aideront à trouver un emploi et à améliorer leurs conditions de vie. Le programme est basé sur la stratégie d’autonomisation des réfugiés et des populations hôtes (ReHoPE)<sup>14</sup> et il soutient les objectifs de la stratégie du CRRF pilotée par l’Ouganda. En 2018, l’Ouganda a connu une augmentation du nombre de réfugiés dans le pays, avec une augmentation des arrivées en provenance de la République démocratique du Congo (RDC).

Dans toute la région, plus de 30 000 personnes ont reçu une formation pour les aider à développer leurs compétences professionnelles et environ 30 000 emplois ont été soutenus par des mesures incitatives telles que l’augmentation des allocations. Au total, les actions du Fonds fiduciaire de l’UE pour l’Afrique dans la Corne de l’Afrique ont créé plus de 9 000 emplois et 1 300 micro, moyennes et petites entreprises depuis 2016.

### **Renforcer la résilience des communautés**

Depuis le début de sa mise en œuvre, le Fonds fiduciaire de l’UE pour l’Afrique a fourni plus de deux millions de services de base dans la région. Malgré l’accord de paix récemment signé, le Sud-Soudan reste confronté à de grandes incertitudes. Un grand nombre de personnes ont besoin d’assistance et de services de base en matière de santé et d’éducation. Le programme IMPACT au Sud-Soudan aide à maintenir les enfants à l’école en fournissant à plus de 28 000 enseignants du primaire dans près de 2 500 écoles des suppléments de salaire qui encouragent les enseignants à rester en poste et à améliorer leur fréquentation scolaire. A la

<sup>14</sup> ReHope est une stratégie quinquennale de 350 millions de dollars lancée en 2016 par les agences des Nations Unies et la Banque mondiale pour promouvoir l’autonomie des réfugiés et des communautés hôtes en Ouganda.



fin de l'année dernière, le Fonds fiduciaire de l'UE pour l'Afrique a également approuvé une nouvelle action pour soutenir les réfugiés du Sud-Soudan en République démocratique du Congo en fournissant une protection, des services et des moyens de subsistance de manière intégrée pour assurer une existence mutuellement bénéfique avec la population locale. En outre, cette action vise à réduire l'impact environnemental de l'afflux de réfugiés en protégeant le Parc national de la Garamba, site du patrimoine mondial situé à proximité, contre d'éventuels impacts négatifs.

Les bouleversements politiques en Éthiopie risquent de créer de nouveaux mouvements de population dans la région. Le FFUE pour l'Afrique travaille, parmi d'autres, à améliorer les conditions de vie, la résilience des ménages et les opportunités économiques des réfugiés et des populations locales dans le pays. Par exemple, les actions développées ont permis d'améliorer la gestion agricole sur près de 13 000 hectares de terres, principalement en Éthiopie et au Kenya. Cela s'est fait par le biais d'une formation aux meilleures pratiques agricoles, telles que l'amélioration des systèmes d'irrigation, l'organisation d'activités de réhabilitation des pâturages et de conservation de l'eau.

Le Soudan est confronté à une crise économique profonde et a connu de nouveaux déplacements de population en raison de conflits internes. Le premier rapatriement des réfugiés soudanais du Tchad vers leurs villages au Darfour a eu lieu en avril 2018. Le pays reste le deuxième plus grand pays d'accueil de réfugiés en Afrique. Le *Regional Development and Protection Programme (RDPP)* offre une formation professionnelle aux réfugiés et aux communautés d'accueil dans l'est du Soudan, en les aidant à s'intégrer dans l'économie locale. Jusqu'à présent, 81 personnes au total, dont 65 femmes et 16 réfugiés, ont bénéficié d'une formation dans un large éventail de métiers, tels que la transformation alimentaire, la couture et la soudure. Pour se faire, les étudiants passent les deux tiers de l'année dans une école professionnelle et le tiers restant en apprentissage dans une petite ou moyenne entreprise. De plus, en novembre 2018, le tout premier Salon de l'Emploi de Gedaref a été organisé, mettant en relation les employeurs locaux et les demandeurs d'emploi.

Dans toute la région de la Corne de l'Afrique, 300 000 personnes, principalement parmi les plus vulnérables, ont reçu une assistance en matière de sécurité alimentaire, notamment par la vaccination du bétail et d'autres services vétérinaires.

*“Nous avons maintenant planté toute la nourriture et avons tout le bétail dont nous avons besoin. En cas de sécheresse, nous sommes prêts à y faire face”.*

Hussein est Éthiopien et père de cinq enfants. Grâce au programme Resilience Building and Creation of Economic Opportunities in Ethiopia (RESET II), a maintenant un revenu pour subvenir aux besoins de sa famille.

### Améliorer la gestion des flux migratoires

Comme mentionné plus haut, la Corne de l'Afrique accueille plus de 70% des réfugiés africains et plus d'un cinquième des réfugiés dans le monde, ainsi que 12 millions de personnes déplacées. Avec certaines des frontières les plus fréquentées du monde, la région doit travailler en collaboration pour améliorer les migrations et lutter contre la traite des êtres humains et le trafic illicite. En 2018, le Fonds fiduciaire de l'UE pour l'Afrique a collaboré avec les pays partenaires africains pour élaborer des approches nationales et régionales visant à relever les défis migratoires, à protéger les migrants vulnérables et à réintégrer ceux qui souhaitent rentrer au pays. Le programme régional *Better Migration Management (BMM)*, d'un montant de 46 millions d'euros, mené en partenariat avec le ministère fédéral allemand pour la Coopération économique et le Développement (BMZ), aborde également ces questions. L'année dernière, la fenêtre de la Corne de l'Afrique a également continué à intensifier ses efforts pour soutenir le processus de Kharthoum, avec 20 millions d'euros supplémentaires pour aider les pays partenaires à élaborer et mettre en œuvre des politiques de retour et de réintégration.

Entre-temps, la popularité de Djibouti comme point de transit entre la Corne de l'Afrique et le golfe d'Aden a considérablement augmenté ces dernières années, ce



## BETTER MIGRATION MANAGEMENT

Le programme BMM vise à améliorer la gestion des migrations dans la Corne de l'Afrique, et en particulier à lutter contre la traite et le trafic illicite de migrants. Des milliers d'agents ont été formés l'année dernière pour lutter plus efficacement contre le trafic de migrants et la traite des êtres humains, et plus de 500 représentants de la justice au Kenya, en Ouganda, en Éthiopie, au Soudan et à Djibouti ont été formés aux techniques d'enquête et de poursuite qui garantissent la protection des victimes. Plus de 12 000 victimes de la traite et migrants vulnérables ont également bénéficié de services de protection en 2018.

qui en fait un lieu clé le long d'une route migratoire de plus en plus importante. Il y a actuellement plus de 27 000 réfugiés et demandeurs d'asile enregistrés à Djibouti, principalement de nationalité somalienne, éthiopienne et yéménite. Suite à son engagement en faveur du CRRF, Djibouti a renforcé ses lois sur les réfugiés visant à soutenir l'intégration des réfugiés dans le pays, en leur permettant d'accéder aux systèmes nationaux de santé et d'éducation. La fenêtre de la Corne de l'Afrique a approuvé une action de 8 millions d'euros pour soutenir ces efforts en décembre dernier.

Jusqu'à présent, plus de 45 000 personnes (migrants en transit, personnes déplacées à l'intérieur du pays et réfugiés, y compris les enfants) ont bénéficié d'un soutien ou d'une protection dans le cadre des programmes du Fonds fiduciaire de l'UE pour l'Afrique dans la région. Plus de 10 000 personnes ont bénéficié d'une aide au retour volontaire et beaucoup d'autres ont reçu une aide supplémentaire pour leur réintégration, sous la forme d'une assistance immédiate à leur arrivée, d'un soutien psychosocial, d'une formation professionnelle, d'une éducation, d'une aide médicale, etc. Les rapatriés viennent principalement de Libye, d'autres pays de la Corne de l'Afrique et de pays situés le long de la route du Sud. Les plus grands pays de réintégration dans la Corne de l'Afrique ont été jusqu'à présent l'Éthiopie et le Soudan.

### Améliorer la gouvernance et la prévention des conflits

Les programmes du FFUE pour l'Afrique ont un impact positif sur la gouvernance dans la région. Ils encouragent la prévention des conflits, en luttant contre les violations des droits de l'homme et en faisant respecter l'État de droit. L'année dernière, une nouvelle action régionale de 5 millions d'euros a été approuvée afin de mieux équiper les agences nationales pour lutter contre la traite des êtres humains et démanteler les réseaux de passeurs dans la région grâce à une utilisation efficace des enquêtes financières et des outils de lutte contre le blanchiment de l'argent.

Jusqu'à présent, plus de 8 700 personnes appartenant à des organisations étatiques et non étatiques ont reçu une formation sur la gestion des frontières, la prévention des conflits, la lutte contre l'extrémisme violent et la protection des civils, fondée sur une approche axée sur les droits humains. En Ouganda, par exemple, des membres des forces de sécurité ont participé à des assemblées publiques auxquelles participent des réfugiés et des communautés locales, afin d'identifier les tensions sociales et de renforcer la confiance dans les autorités locales. En outre,

plus de 20 000 personnes ont participé à des activités de consolidation de la paix, notamment par l'intermédiaire des communautés de jeunes.

Le Kenya reste un pays de destination pour un grand nombre de réfugiés et de demandeurs d'asile, principalement de Somalie, suivi du Sud-Soudan et de plusieurs autres pays. En 2018, plus de 300 000 personnes ont été temporairement déplacées en raison de pluies plus abondantes que d'habitude. En outre, le pays continue d'être confronté à des défis liés à l'extrémisme violent, ce qui a un impact négatif à la fois sur la sécurité et le développement dans le pays. Dans ce contexte, le Fonds fiduciaire de l'UE pour l'Afrique travaille notamment à l'autonomisation des jeunes à risque via la formation, le mentorat ainsi que via des activités culturelles et sportives.

## PRÉVENTION DES CONFLITS, PAIX ET OPPORTUNITÉS ÉCONOMIQUES POUR LES JEUNES AU KENYA

Un certain nombre d'activités visant à promouvoir le dialogue, à résoudre pacifiquement les tensions et les conflits locaux ont été développées dans le cadre du programme "*Conflict prevention, peace, and economic opportunities for the youth in Kenya*". Par exemple, la Croix-Rouge du Kenya a organisé des tournois de football entre les jeunes et les services de sécurité le long de la frontière entre le Kenya et la Somalie. Un projet pionnier qui promeut la prévention de la violence, la résolution des conflits et la promotion de la paix par le biais d'activités sportives pour s'améliorer.



### 3.4 Afrique du Nord

En 2018, la fenêtre Afrique du Nord a approuvé huit nouvelles actions et une augmentation budgétaire, pour un montant total de 285 millions d'euros, comprenant les contributions aux actions multifenêtres. Au 31 décembre 2018, un total de 92 actions pour un montant de 582,2 millions d'euros a été approuvés pour cette fenêtre opérationnelle, dont 328 millions d'euros (56 %) ont été contractés. Les États membres et d'autres donateurs ont contribué à cette fenêtre à hauteur de 47 millions d'euros l'année dernière.

En 2018, tout en continuant à répondre aux orientations du cadre opérationnel régional, le Conseil d'administration du Fonds fiduciaire de l'UE pour l'Afrique a décidé de se concentrer sur les axes d'action suivants en 2018 et 2019:

1. Soutien à l'amélioration de la gouvernance des migrations;
2. Soutien à la migration et à la mobilité de la main-d'œuvre;
3. Protection des migrants vulnérables, retour volontaire et réintégration durable, ainsi que stabilisation

communautaire (comprenant le soutien aux municipalités le long des routes migratoires);

#### 4. Gestion intégrée des frontières.

Les bailleurs ont continué à répondre positivement aux besoins de contributions concernant cette fenêtre et ont contribué à renforcer considérablement le partenariat de Fonds fiduciaire de l'UE pour l'Afrique avec les pays d'Afrique du nord.

Au cours de la période février-décembre 2018, le Fonds fiduciaire de l'UE pour l'Afrique a mené un certain nombre d'activités de monitoring orienté vers les résultats (ROM) pour certains projets mis en œuvre en Libye et en Tunisie couvrant des zones prioritaires dans la région. Bien qu'il y ait une évaluation globalement positive de l'état d'avancement des activités mises en œuvre, les rapports ROM ont mis en évidence la nécessité d'améliorer certains aspects, tels que le renforcement de la gestion des risques et de la coordination sur le terrain ainsi que l'amélioration du suivi et des comptes rendus concernant la mise en œuvre des projets.

Table 6 - Montants approuvés en 2018 (million d'euros)

PAYS	Multiplier les opportunités économiques et d'emploi	Renforcer la résilience des communautés	Améliorer la gestion des flux migratoires	Améliorer la gouvernance et la prévention des conflits	Transversaux	TOTAL
Libye			124			124
Maroc			54,50			54,50
Tunisie			1,50			1,50
Région			70			70
Multifenêtre			32		3	35
<b>TOTAL</b>			<b>282</b>		<b>3</b>	<b>285</b>

## La région en un coup d'œil en 2018

En 2018, les défis dans la région de l'Afrique du Nord ont exigé une réponse déterminée et globale de l'UE visant à sauver des vies, à assurer une mobilité sûre et organisée, à réduire le nombre d'arrivées irrégulières et à développer de nouveaux outils pour relever ensemble les défis des deux côtés de la Méditerranée. Le Fonds fiduciaire de l'UE pour l'Afrique a continué de répondre aux besoins émergents dans la région dans un esprit de partenariat et de responsabilité commune. Les actions adoptées en 2018 ont répondu à des orientations politiques claires définies par l'UE et ses États membres dans les conclusions du Conseil européen de juin et octobre 2018.

La route de Méditerranée centrale est devenue de plus en plus dangereuse, puisque 1 314 personnes ont perdu la vie en traversant la Méditerranée en 2018. En protégeant et en aidant les migrants en détresse, les réfugiés et leurs communautés d'accueil tout au long des routes migratoires et en fournissant des soins de santé essentiels, des biens de première nécessité et un environnement sûr aux plus vulnérables, les actions du Fonds fiduciaire de l'UE pour l'Afrique adoptés en 2018 reflètent notre engagement accru pour protéger des vies et assurer aux migrants et réfugiés un traitement humain et digne.

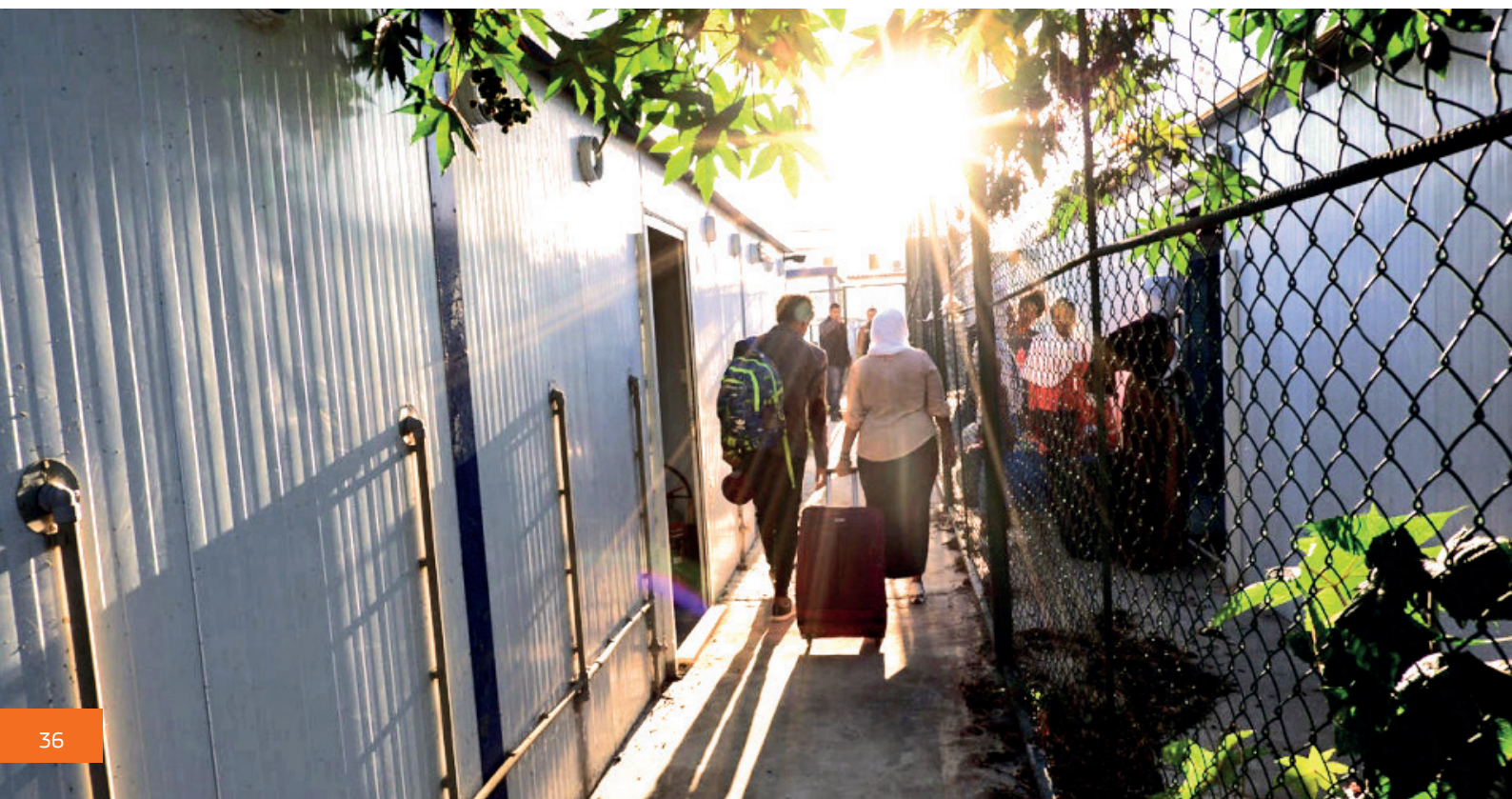
Selon l'OIM et le HCR, le nombre de migrants en Libye est estimé à près de 700 000, dont 57 546 sont enregistrés comme réfugiés et demandeurs d'asile par

le HCR<sup>15</sup>. Malgré les efforts déployés pour améliorer les conditions de vie des migrants dans le pays, la plupart des personnes détenues ont besoin d'une protection internationale selon le HCR. La Tunisie a également connu une augmentation substantielle des départs de ses côtes.

Cependant, la route de la Méditerranée occidentale a connu une forte augmentation de la migration irrégulière du Maroc vers l'Espagne. En 2018, le plus grand nombre d'arrivées à travers la Méditerranée a été enregistré sur cette route, avec plus de 60 000 arrivées irrégulières en Espagne jusqu'à mi-décembre, contre 28 000 en 2017. En réponse, le Fonds fiduciaire de l'UE pour l'Afrique a intensifié son soutien au Maroc pour lutter contre la migration irrégulière dans le but de protéger et de sauver des vies et de lutter contre le trafic illicite et les réseaux de traite des êtres humains.

Le Fonds fiduciaire de l'UE pour l'Afrique est resté un outil clé qui complète les instruments de développement traditionnels de l'UE et les dialogues politiques existants avec les pays partenaires. L'UE a poursuivi son dialogue de haut niveau sur la migration avec la Tunisie en novembre 2018 et a donné suite au dialogue sur la migration avec l'Égypte. Un dialogue informel sur les migrations a également eu lieu entre l'UE et l'Algérie. Au niveau multilatéral, le Fonds fiduciaire de l'UE pour l'Afrique est devenu un instrument de mise en œuvre des engagements pris par la Groupe de travail UA-UE-ONU, créée après le Sommet UA-UE d'Abidjan en novembre 2017.

<sup>15</sup> Données du HCR au 31 décembre 2018



## Améliorer la gestion des flux migratoires<sup>16</sup>

### FAVORISER DES SYSTÈMES DE GOUVERNANCE DE LA MIGRATION FONDÉS SUR LES DROITS DANS LA RÉGION

En 2018, Le Fonds fiduciaire de l'UE pour l'Afrique a continué à soutenir le développement et la mise en œuvre de stratégies nationales sur la migration et à veiller à ce que chaque aspect de la gestion des migrations ait une base légale et réglementaire alignée sur les conventions et accords internationaux ainsi que sur les meilleures pratiques. Le FFUE pour l'Afrique soutient la mise en place de cadres législatifs, institutionnels et réglementaires fondés sur les droits, ainsi qu'une meilleure production de connaissances et de données relatives aux migrations. Il encourage également le transfert de compétences entre les institutions concernées ainsi qu'entre les organisations de la société civile de la région et les homologues de l'UE. En outre, les actions en cours visent à promouvoir un discours juste sur la migration, la promotion du dialogue interculturel, la diversité culturelle et la compréhension mutuelle.

En ce qui concerne le Maroc, par exemple, le Comité Opérationnel a adopté en 2018 une action de 8 millions d'euros pour soutenir la mise en œuvre de deux stratégies nationales : la Stratégie Nationale sur la Migration et l'Asile et la Stratégie Nationale en faveur des Marocains de l'étranger. Cette action offrira un soutien administratif et technique aux migrants vivant à l'étranger qui cherchent à utiliser leurs envois de fonds comme outils de financement pour le développement des communautés d'origine au Maroc. L'action améliorera également les conditions socio-économiques des migrants régularisés ou en voie de régularisation en améliorant leur accès aux services de base (éducation, santé, emploi).

### ACCROÎTRE LA MIGRATION LÉGALE ET LA MOBILITÉ, MUTUELLEMENT BÉNÉFIQUES

La région de l'Afrique du nord a une forte tradition de migration intrarégionale. Par la migration, les gens contribuent au développement économique et social des pays d'origine et de destination. Elle peut avoir un impact important sur le développement par le biais des transferts de fonds et des investissements. Afin de s'assurer que la migration et la mobilité conduisent à des situations gagnant-gagnant, le Fonds fiduciaire de

l'UE pour l'Afrique a intensifié ses efforts pour faciliter la migration légale vers l'UE et dans la région, tout en améliorant le dialogue et la coopération dans la région sur les conditions des travailleurs migrants.

En décembre 2018, le Comité opérationnel a adopté une action de 15 millions d'euros sur la migration légale. Cette nouvelle initiative régionale renforcera la gouvernance en matière de migration de main-d'œuvre dans les pays partenaires d'Afrique du Nord et renforcera la protection des travailleurs migrants dans la région. Il facilitera également le placement des travailleurs de la région sur le marché du travail européen, grâce à un programme de mobilité piloté par l'Allemagne qui fournira un cofinancement de 5 millions d'euros.

Le Fonds fiduciaire de l'UE pour l'Afrique a travaillé à la mobilisation des talents humains et des capacités financières des réseaux des diasporas. En Tunisie, par exemple, le projet *“Développement des opportunités d'emploi et d'investissement à travers la mobilisation de la diaspora”* a commencé à travailler avec la diaspora tunisienne en Europe pour la sensibiliser aux opportunités existantes d'investissement dans le développement socio-économique de la Tunisie. Une étude lancée dans le cadre de ce projet examine actuellement les possibilités pour les Tunisiens vivant en Allemagne, en France, en Belgique, en Italie et en Suisse d'investir dans leur pays d'origine.

### RENFORCER LA PROTECTION ET LA RÉSILIENCE DES PERSONNES DANS LE BESOIN

Les schémas migratoires dans la région sont complexes, vu que les migrants et les réfugiés empruntent les mêmes itinéraires. Le Fonds fiduciaire de l'UE pour l'Afrique a continué d'assurer la protection et l'assistance des personnes dans le besoin, notamment en fournissant des soins de santé essentiels, des biens de première nécessité et un environnement sûr aux personnes les plus vulnérables, en améliorant les moyens de subsistance durables des personnes déplacées et de leurs communautés hôtes, et en favorisant la cohésion sociale.

Suite aux engagements pris par l'Union africaine et l'Union européenne à Abidjan en novembre 2017, le Fonds fiduciaire de l'UE pour l'Afrique a adopté en février 2018 un plan d'action interrégional avec une attention particulière pour la Libye. Grâce à cette action, l'UE a doublé son soutien aux opérations de retour

<sup>16</sup> Alors que la stratégie de la fenêtre de l'Afrique du Nord reste axée sur l'amélioration de la gestion des migrations dans la région, le Fonds fiduciaire pour l'Afrique soutient les communautés hôtes dans le cadre de ses efforts pour améliorer leur capacité de résistance et leur stabilisation, notamment en Libye.

humanitaire volontaire et de réintégration de l'OIM de la Libye vers les pays d'origine pour 15 000 migrants<sup>17</sup> supplémentaires. L'action facilitera également l'évacuation de 3 800 réfugiés et demandeurs d'asile depuis la Libye par l'ETM. En décembre 2018, la fenêtre de l'Afrique du Nord a augmenté sa contribution aux opérations de l'OIM de 7 millions d'euros.

En outre, en réponse à l'appel lancé par le Conseil européen pour accroître la protection et l'assistance aux migrants vulnérables en Libye, le Fonds fiduciaire de l'UE pour l'Afrique a encore renforcé sa coopération avec les agences des Nations Unies (en particulier l'OIM, le HCR et l'UNICEF) pour protéger et assister les migrants bloqués, les réfugiés et leurs communautés hôtes le long des routes migratoires. Peu après la réunion du Conseil européen de juin 2018, la fenêtre de l'Afrique du Nord a adopté une augmentation budgétaire (29 millions d'euros) aux efforts en cours (une action de 90 millions d'euros "*Managing mixed migration flows in Libya through expanding protection space and supporting local socioeconomic development*" adoptée en avril 2017).

L'UE a également étendu les mesures de protection et d'assistance dans la région. En juillet 2018, la fenêtre

<sup>17</sup> Avec les actions adoptées en décembre 2016, Le Fonds fiduciaire de l'UE pour l'Afrique couvre le retour humanitaire volontaire et la réintégration de 30 000 migrants bloqués en Libye dans leur pays d'origine

Afrique du nord a adopté une nouvelle action pour le Maroc d'un montant de 6,5 millions d'euros pour faciliter l'accès des migrants vulnérables aux services de base et améliorer la capacité des associations et des organisations locales à fournir des services efficaces aux populations les plus vulnérables. Les organisations de la société civile, sélectionnées dans le cadre d'un appel à propositions, mettront en œuvre cette action.

Compte tenu de la situation particulière de la Libye, les opérations de retour volontaire assisté menées par l'OIM sont considérées comme des mesures de protection et, par conséquent, ses activités sont rapportées sous la priorité "Renforcer la protection et la résilience des personnes dans le besoin". En 2018, l'OIM a aidé 16 458 migrants à retourner volontairement depuis la Libye dans leur pays d'origine en Afrique et en Asie.

Collaborant avec une diversité de partenaires de mise en œuvre, notamment des agences des Nations Unies et des organisations de la société civile, l'Afrique du Nord a aidé les personnes les plus vulnérables en Libye. Depuis mai 2017, 61 300 réfugiés et migrants vulnérables en Libye ont reçu une assistance directe (articles non alimentaires et kits d'hygiène), 89 700 personnes ont reçu une assistance médicale et 14 600 enfants ont reçu des fournitures scolaires.







### **UNE ALTERNATIVE À LA DÉTENTION: LA FACILITÉ DE RASSEMBLEMENT ET DE DÉPART (GDF)**

En décembre 2018, le HCR a évacué le premier groupe de réfugiés depuis la Libye vers le Niger après les avoir accueillis dans une Facilité de regroupement et de départ (GDF) à Tripoli. Après avoir obtenu leur libération de cinq prisons à travers la Libye, les réfugiés ont été transférés à la Facilité en attendant leur évacuation.

La Facilité est le premier centre de ce type en Libye. Elle vise à amener les réfugiés vulnérables dans un environnement sûr pendant que le HCR cherche des solutions durables pour

eux, telles que leur réinstallation, le regroupement familial ou l'évacuation vers des installations d'urgence dans d'autres pays.

Cette initiative est l'une des nombreuses autres soutenues par le Fonds fiduciaire de l'UE pour l'Afrique afin d'offrir des alternatives viables au système de détention arbitraire en Libye et de prévenir les voyages meurtriers que de nombreux réfugiés et migrants entreprennent le long de la route de Méditerranée centrale.

Depuis novembre 2017, avec le soutien du Fonds fiduciaire de l'UE pour l'Afrique, le HCR a évacué 2 793 réfugiés et demandeurs d'asile de Libye.

## RELANCE, STABILITÉ ET DÉVELOPPEMENT SOCIO-ÉCONOMIQUE EN LIBYE

Sarah n'a que 16 ans et vit à Sabha, dans le sud-ouest de la Libye, avec ses parents et ses cinq frères.

Il y a huit ans, la famille de Sarah a émigré du Niger en Libye pour trouver une vie meilleure, une meilleure éducation et donc un plus bel avenir.

*“Mon école est très petite. Les enseignants ont un mauvais salaire et les parents des élèves n'ont pas de documents. Cela signifie que nous n'avons pas de choix pour notre futur”, raconte Sarah.*

Avec le soutien du Fonds fiduciaire de l'UE pour l'Afrique, l'UNICEF forme les enseignants aux programmes officiels anglais et français et tend la main aux enfants qui risquent d'abandonner l'école pour s'assurer qu'ils ont la possibilité et les moyens de poursuivre leurs études. De plus, l'UNICEF fournit, le cas échéant, des bourses d'études.

Depuis le début du projet, l'UNICEF a fourni à 14 815 enfants d'âge scolaire, grâce au financement du Fonds fiduciaire, des kits d'apprentissage pour leur permettre de continuer à avoir accès à l'apprentissage, ainsi qu'à 370 enseignants, des kits pour compléter le processus pédagogique des enfants et assurer la qualité de l'apprentissage. L'UNICEF travaille aussi actuellement à la remise en état de 12 écoles en Libye.

## FAVORISER UN ENVIRONNEMENT SOCIAL ET ÉCONOMIQUE PLUS INCLUSIF ET LA STABILITÉ DANS LA RÉGION

Malgré une diminution globale des flux migratoires par la route de Méditerranée centrale en 2018, les migrants transitant par la Libye restent un sujet de préoccupation grave. En outre, les flux dans la région sont en train de changer, comme en témoigne la recrudescence des migrants irréguliers en provenance du Maroc ou de la Tunisie. Pour faire face à cette tendance, le Fonds fiduciaire de l'UE pour l'Afrique a continué d'œuvrer en faveur de l'égalité des chances économiques pour les groupes de population vulnérables vivant dans des zones défavorisées et à risque de migration irrégulière. Dans le même ordre d'idées, il a également continué de renforcer la stabilité et le relèvement des communautés locales, notamment des populations migrantes en

déplacement et des rapatriés, notamment en Libye.

A cette fin, en 2018, la fenêtre de l'Afrique du Nord a adopté une action de 50 millions d'euros qui étend géographiquement et financièrement le soutien apporté aux municipalités libyennes à travers le pays, et en particulier le long des principales routes migratoires. Le programme sera axé sur le renforcement des capacités des autorités et des administrations locales en matière de fourniture de services de base tels que la santé, l'éducation, l'eau et l'hygiène ainsi que de services sociaux aux personnes les plus vulnérables.

Les mesures adoptées en 2017 ont amélioré le rythme de mise en œuvre, en particulier en Libye, où les communautés locales ont reçu une aide importante, notamment pour la remise en état d'infrastructures et d'équipements clés fournissant des services de première nécessité à plus de 1,2 million de personnes.

## AUTONOMISER LES JEUNES EN LIBYE

Fatima Nasser a 21 ans et est née à Sabha, dans le sud-ouest de la Libye. Elle fait partie des jeunes entrepreneurs libyens soutenus par le FFUE pour l'Afrique afin de développer leurs entreprises dans ce pays.

Fatima a développé une application de livraison de nourriture appelée Yummy, qui livre à domicile des repas faits maison par des femmes locales. L'application a été lancée en août 2018, et 500 repas ont été distribués à travers la Libye.

Pour répondre aux nombreux défis auxquels les gens sont confrontés en Libye, le Fonds fiduciaire aide le pays, par l'intermédiaire du PNUD, à emprunter une voie de développement plus solide en aidant les autorités locales à rétablir

la sécurité et à assurer la fourniture des services de première nécessité et des moyens de subsistance à différents endroits (Tripoli, Sabratha, Sabha, Murzuq, Benghazi et Al Kufra). Plus de 1,2 million de personnes en Libye ont bénéficié d'un meilleur accès aux soins de santé et à l'éducation et plus de 100 entrepreneurs ont été formés pour créer leur propre entreprise.

Dans le cadre de ce projet, le Fonds fiduciaire de l'UE pour l'Afrique finance la formation de jeunes Libyens et soutient leurs idées novatrices par le biais du Tatweer Entrepreneurship Campus (TEC), une initiative de trois ans visant à soutenir les jeunes entreprises en leur offrant formation, conseils, encadrement, locaux et aide financière.

## ATTÉNUER LES VULNÉRABILITÉS RÉSULTANT DES MIGRATIONS IRRÉGULIÈRES ET LUTTER CONTRE LA MIGRATION IRRÉGULIÈRE

Dans ses conclusions de juin 2018, le Conseil européen a appelé à intensifier les efforts pour mettre un terme aux activités des passeurs opérant depuis la Libye et ailleurs. Dans ce but, le Fonds fiduciaire de l'UE pour l'Afrique a élargi son soutien pour améliorer la capacité des autorités libyennes, tunisiennes et marocaines couvrant les frontières maritimes et terrestres à mener des opérations de recherche et de sauvetage. Cette action s'efforce de mettre en œuvre une approche globale de la gestion des frontières avec des réformes institutionnelles, le renforcement des capacités ainsi qu'une formation concrète, notamment sur les droits de l'homme et la sensibilisation liée aux problèmes de genre.

En juillet 2018, une action de 55 millions d'euros sur la gestion des frontières a été adoptée pour répondre aux besoins exprimés par le Maroc et la Tunisie dans ce domaine. De ce montant, 30 millions d'euros sont affectés à des actions au Maroc et 20 millions d'euros en Tunisie. Pour compléter ces efforts, le FFUE pour l'Afrique a adopté en décembre 2018 une initiative de 40 millions d'euros pour aider le Maroc à développer

son système de gestion des frontières et à lutter plus efficacement contre la traite des êtres humains.

Les deux actions font partie d'une enveloppe de 140 millions d'euros et d'une action financée au titre de l'IEV à la suite des négociations entre la Commission européenne, l'Espagne et le Maroc au second semestre de 2018. Ces actions accorderont une attention particulière à la protection des droits des migrants et à la prévention de nouvelles pertes en vies humaines en mer.

En 2018, le Fonds fiduciaire de l'UE pour l'Afrique a étendu son soutien à la gestion des frontières et des migrations en Libye avec 45 millions d'euros supplémentaires. Ce soutien sera axé sur le renforcement des capacités des garde-côtes libyens, sur la création du Centre de Coordination et de Sauvetage en mer et sur le développement de la gestion intégrée des frontières dans le sud de la Libye, en s'appuyant sur les travaux de la Mission de l'UE d'assistance aux frontières (EUBAM) dans le pays. La formation aux droits de l'homme restera un élément clé pour garantir que les autorités libyennes visées par cette action respectent les normes relatives aux droits de l'homme dans leurs opérations. A travers le FFUE, 44 membres d'équipage et 9 plongeurs ont reçu une formation théorique et pratique.



Chapitre 4

# Rapport **financier**



# Rapport financier

## 4.1 Montants annoncés et reçus

Ce rapport financier est établi conformément à l'art. 7.2 (d) de l'acte constitutif du Fonds fiduciaire de l'UE pour l'Afrique. Les tableaux ci-dessous présentent un résumé des contributions au Fonds fiduciaire de l'UE pour l'Afrique au 31 décembre 2018. Les contributions sont réparties entre les trois fenêtres en fonction des informations d'affectation contenues dans le Certificat de Contribution. Si aucune affectation n'a été demandée, la répartition suivante s'applique:

Fenêtre SAH (A) Sahel et lac Tchad: 40 %  
Fenêtre HOA (B) Corne de l'Afrique: 40 %  
Fenêtre NOA (C) Afrique du Nord: 20 %

**Le tableau 7** - *“Les contributions du Fonds fiduciaire de l'UE pour l'Afrique provenant de contributeurs extérieurs”* fournit des informations sur les contributions des partenaires extérieurs (c'est-à-dire les États Membres et autres donateurs extérieurs), comme suit :

- ▶ Contributions annoncées : financement total du Fonds fiduciaire de l'UE pour l'Afrique tel que convenu par les donateurs (c'est-à-dire les contributions annoncées de manière formelle mais qui n'ont pas encore été officiellement confirmées par un certificat de Contribution).
- ▶ Contributions certifiées : contributions soutenues par un certificat du contributeur externe.
- ▶ Contributions reçues : contributions reçues sur le compte bancaire du Fonds fiduciaire de l'UE pour l'Afrique, sur la base desquelles le montant est disponible pour engagement (c'est-à-dire le montant total des obligations légales qui peuvent être contractées) et le montant disponible pour paiement sont ensuite établis dans le système comptable du Fonds fiduciaire de l'UE pour l'Afrique (ABAC). Au 31 décembre 2018, 461 millions d'euros avaient été reçus. Les contributions reçues dans des monnaies autres que l'euro sont enregistrées au taux de change officiel de la Commission européenne.

**Le tableau 8** - *“Les contributions du Fonds fiduciaire de l'UE pour l'Afrique provenant des budgets de l'UE et de l'EDF”* fournit des informations sur les contributions des budgets de l'UE et du FED, comme suit :

- ▶ Contributions annoncées : financement total du Fonds fiduciaire de l'UE pour l'Afrique comme convenu par les donateurs.
- ▶ Contributions certifiées : contributions soutenues par une décision de financement de la Commission, sur la base desquelles le montant disponible pour engagement (par exemple, le montant total des obligations juridiques pouvant être contractées) est ensuite établi dans le système comptable du Fonds fiduciaire de l'UE pour l'Afrique (ABAC). Au 31 décembre 2018, un montant disponible pour engagements de 4,0 milliards d'euros a été mis à disposition dans le système comptable du Fonds fiduciaire de l'UE pour l'Afrique (ABAC).
- ▶ Contributions reçues : contributions reçues sur le compte bancaire du Fonds fiduciaire de l'UE pour l'Afrique, sur la base desquelles le montant disponible pour paiement est ensuite établi dans le système comptable du Fonds fiduciaire de l'UE pour l'Afrique (ABAC). Au 31 décembre 2018, un montant disponible pour paiement de 816 millions d'euros a été mis à disposition dans le système comptable du Fonds fiduciaire de l'UE pour l'Afrique (ABAC).

Les intérêts produits par les liquidités reçues sur le compte bancaire du Fonds fiduciaire de l'UE pour l'Afrique sont indiqués à la section III du tableau 8.

Table 7 - Les contributions du Fonds fiduciaire de l'UE pour l'Afrique provenant de contributeurs extérieurs

I = Pays	Contributions annoncées (euros)	Contributions certifiées (euros)			Contributions reçues (euros)	
	TOTAL	TOTAL	SAH (A)	Allouées par fenêtre HOA (B) NOA (C)	Au 31/12/2018 Total	
	3 000 000	3 000 000		3 000 000	3 000 000	
Autriche	3 000 000	3 000 000			3 000 000	
	1 000 000	1 000 000			1 000 000	
Belgique	10 000 000	10 000 000	5 500 000	500 000	4 000 000	9 000 000
	2 000 000	2 000 000	2 000 000			2 000 000
Bulgarie	50 000	50 000	20 000	20 000	10 000	50 000
	500 000	500 000	200 000	200 000	100 000	500 000
Croatie	200 000	200 000		100 000	100 000	200 000
	100 000	100 000	100 000			100 000
Chypre	300 000	300 000	200 000		100 000	300 000
	100 000	100 000			100 000	100 000
République Tchèque	740 000	740 000		740 000		740 000
	8 750 000	8 750 000			8 750 000	8 750 000
	921 624	921 624			921 624	921 624
Danemark	6 001 921	6 001 921	2 400 768	2 400 768	1 200 384	6 001 921
	4 031 012	4 031 012			4 031 012	4 031 012
	10 076 311	10 076 311	2 720 604	3 325 183	4 030 525	10 076 311
	10 047 289	10 047 289	3 349 096	3 349 096	3 349 096	
Estonie	150 000	150 000			150 000	150 000
	300 000	300 000			300 000	300 000
	1 000 000	1 000 000			1 000 000	1 000 000
	150 000	150 000			150 000	150 000
Finlande	5 000 000	5 000 000	1 000 000	3 000 000	1 000 000	5 000 000
France	3 000 000	3 000 000	1 200 000	1 200 000	600 000	3 000 000
	6 000 000	6 000 000	6 000 000			6 000 000
Allemagne	3 000 000	3 000 000	1 200 000	1 200 000	600 000	3 000 000
	48 000 000	48 000 000	38 400 000		9 600 000	40 000 000
	3 000 000	3 000 000			3 000 000	3 000 000
	100 000 000	100 000 000			100 000 000	100 000 000
	3 500 000	3 500 000			3 500 000	3 500 000
	25 000 000	25 000 000	25 000 000			25 000 000
Hongrie	700 000	700 000		700 000		700 000
	8 750 000	8 750 000			8 750 000	8 750 000
Irlande	3 000 000	3 000 000		3 000 000		1 800 000
	3 000 000	3 000 000	1 200 000	1 200 000	600 000	800 000
	9 000 000	9 000 000	3 600 000	3 600 000	1 800 000	6 300 000
	10 000 000	10 000 000	4 000 000	5 000 000	1 000 000	10 000 000
	7 000 000	7 000 000	7 000 000			7 000 000
	15 000 000	15 000 000	15 000 000			15 000 000
Italie	50 000 000	50 000 000	50 000 000			50 000 000
	10 000 000	10 000 000			10 000 000	10 000 000
	10 000 000	10 000 000	10 000 000			10 000 000
	2 000 000	2 000 000	2 000 000			2 000 000
	2 000 000	2 000 000		2 000 000		2 000 000
	6 000 000	6 000 000	6 000 000			6 000 000

I = Pays	Contributions annoncées (euros)		Contributions certifiées (euros)			Contributions reçues (euros)
	TOTAL	TOTAL	Allouées par fenêtre			Au 31/12/2018
			SAH (A)	HOA (B)	NOA (C)	Total
Lettonie	50 000	50 000	20 000	20 000	10 000	50 000
	250 000	250 000			250 000	250 000
	300 000	300 000			300 000	300 000
Lituanie	50 000	50 000	20 000	20 000	10 000	50 000
	150 000	150 000			150 000	150 000
	200 000	200 000			200 000	200 000
Luxembourg	3 100 000	3 100 000	3 000 000	100 000		3 100 000
	250 000	250 000		125 000	125 000	150 000
Malte	75 000	75 000			75 000	25 000
	150 000	150 000			150 000	150 000
Pays-Bas	15 000 000	15 000 000	3 000 000	12 000 000		15 000 000
	1 362 000	1 362 000		1 362 000		1 362 000
	10 000 000	10 000 000			10 000 000	10 000 000
Norvège	3 593 344	3 593 344	1 113 937	2 479 407		3 593 344
	5 272 037	5 272 037	1 581 611	1 581 611	2 108 815	5 272 037
	6 160 797	6 160 797	2 053 599	2 053 599	2 053 599	6 160 797
Pologne	1 100 000	1 100 000		1 100 000		1 100 000
	7 070 136	7 070 136			7 070 136	7 070 136
	2 380 612	2 380 612			2 380 612	2 380 612
Portugal	250 000	250 000	100 000	100 000	50 000	250 000
	200 000	200 000	80 000	80 000	40 000	200 000
	1 350 000	1 350 000	675 000		675 000	1 350 000
	3 200 000	3 200 000	1 600 000		1 600 000	3 200 000
Roumanie	100 000	100 000	40 000	40 000	20 000	100 000
	500 000	500 000	200 000	200 000	100 000	500 000
Slovaquie	100 000	100 000		100 000		100 000
	1 000 000	1 000 000			1 000 000	1 000 000
	8 250 000	8 250 000			8 250 000	8 250 000
	500 000	500 000	500 000			500 000
Slovénie	50 000	50 000	20 000	20 000	10 000	50 000
	50 000	50 000	20 000	20 000	10 000	50 000
	3 000 000	3 000 000	1 200 000	1 200 000	600 000	3 000 000
Espagne	6 000 000	6 000 000	6 000 000			6 000 000
	3 000 000	3 000 000	1 200 000	1 200 000	600 000	3 000 000
Suède	4 100 000	4 100 000	1 640 000	1 640 000	820 000	4 100 000
Suisse	3 000 000	3 000 000		3 000 000		1 800 000
	3 000 000	3 000 000			3 000 000	1 000 000
Royaume-Uni						
<b>TOTAL DES CONTRIBUTIONS EXTERNES</b>	<b>489 532 083</b>	<b>489 532 083</b>	<b>212 154 615</b>	<b>62 976 665</b>	<b>214 400 802</b>	<b>461 034 793</b>

Table 8 - Les contributions du Fonds fiduciaire de l'UE pour l'Afrique provenant du FED et du Budget de l'UE

II = Programme	Contributions annoncées (euros)		Contributions certifiées (euros)			Contributions reçues (euros)
	Toutes les fenêtres	Toutes les fenêtres	SAH (A)	HOA (B)	NOA (C)	Au 31/12/2018
11ème FED	1 000 000 000	1 000 000 000	666 666 667	333 333 333		103 513 800
PIR Afrique de l'ouest du 11ème FED	200 000 000	200 000 000	200 000 000			200 000 000
PIR Afrique centrale du 11ème FED	10 000 000	10 000 000	10 000 000			10 000 000
PIR EASAO du 11ème FED	50 000 000	50 000 000		50 000 000		50 000 000
PIN ET 11ème FED	30 000 000	30 000 000		30 000 000		30 000 000
DG NEAR	500 000	500 000			500 000	500 000
DG NEAR	200 000 000	198 811 675			198 811 675	
DG NEAR	25 000 000	25 000 000			25 000 000	25 000 000
DG ECHO	50 000 000	30 000 000	12 000 000	12 000 000	6 000 000	20 000 000
PROGRAMME DE SOUTIEN SPECIAL POUR LE PLAN DE DEVELOPPEMENT DU SOUDAN DU SUD	86 400 000	86 400 000		86 400 000		86 400 000
EL NINO CORNE DE L'AFRIQUE - INSTRUMENT DE COOPERATION AU DEVELOPPEMENT (ICD) POUR L'ALIMENTATION	23 000 000	23 000 000		23 000 000		23 000 000
EL NINO CORNE DE L'AFRIQUE - RESERVE DU 11EME FED	43 500 000	43 500 000		43 500 000		43 500 000
EL NINO SAHEL ICD POUR L'ALIMENTATION	10 000 000	10 000 000	10 000 000			10 000 000
El Nino SAHEL FED	25 000 000	25 000 000	25 000 000			
ICD DEVCO B - Migration	25 000 000	25 000 000	10 000 000	10 000 000	5 000 000	25 000 000
MESURE SPECIALE SOUDAN	100 000 000	100 000 000		100 000 000		100 000 000
RESERVE DU 11ème FED	500 000 000	500 000 000	368 000 000	132 000 000		
ICD PANAF	25 000 000	25 000 000	10 000 000	10 000 000	5 000 000	25 000 000
PIR EASAO - IGAD ENVELOPPE PAIX ET SECURITE FED	45 000 000	45 000 000		45 000 000		
PIN SomaliE FED	200 000 000	200 000 000		200 000 000		
DG HOME	100 000 000	100 000 000	10 000 000	10 000 000	80 000 000	5 000 000
ICD MIGRATION	230 000 000	230 000 000	140 000 000	60 000 000	30 000 000	50 000 000
ICD MIGRATION	29 500 000	29 500 000	20 500 000	9 000 000		
ICD Food	10 000 000	10 000 000		10 000 000		10 000 000
PROGRAMME DE SOUTIEN SPECIAL DU FED AU SOUDAN DU SUD	24 533 858	24 533 858		24 533 858		
Reserve du 11ème FED	500 000 000	500 000 000	375 000 000	125 000 000		
PIR ET PIN 11ème FED	150 000 000	150 000 000		150 000 000		
DG NEAR	27 733 626	27 733 626			27 733 626	
<b>TOTAL CONTRIBUTIONS UE</b>	<b>3 720 167 484</b>	<b>3 698 979 159</b>	<b>1 857 166 667</b>	<b>1 463 767 191</b>	<b>378 045 301</b>	<b>816 913 800</b>
			Contributions certifiées (EUR)			
	Contributions annoncées (euros)	Toutes les fenêtres	SAH (A)	HOA (B)	NOA (C)	Contributions reçues (euros)
<b>Total I+ II:</b>	<b>4 209 699 567</b>	<b>4 188 511 242</b>	<b>2 069 321 282</b>	<b>1 526 743 856</b>	<b>592 446 103</b>	<b>1 277 948 593,30</b>
<b>III = INTÉRÊTS GÉNÉRÉS PAR LES SOMMES REÇUES EN ESPÈCES SUR LE COMPTE BANCAIRE DU FONDS FIDUCIAIRE</b>						
INTÉRÊTS BANCAIRES 2015						2 292
INTÉRÊTS BANCAIRES T1 & T2 2016						44 675
INTÉRÊTS BANCAIRES T3 & T4 2016						7 460
INTÉRÊTS BANCAIRES T1 & T1 2017						586
INTÉRÊTS BANCAIRES T3 & T4 2017						1 046
INTÉRÊTS BANCAIRES T1 & T1 2018						1 288
INTÉRÊTS BANCAIRES T3 & T4 2018		SERA CONFIRME EN T1 2019				
<b>INTÉRÊTS GÉNÉRÉS PAR LES SOMMES REÇUES EN ESPÈCES SUR LE COMPTE BANCAIRE DU FONDS FIDUCIAIRE</b>						<b>57 346</b>
<b>Total I+ II+III:</b>						<b>1 278 005 939</b>



## 4.2 Montants du Fonds fiduciaire de l'UE pour l'Afrique payés pendant la période considérée

Le tableau ci-dessous indique les montants payés au cours de la période considérée par modalités d'exécution budgétaire analysées entre les opérations gérées par le siège de la CE et les délégations de l'UE.

## 4.3 Administration du Fonds fiduciaire

En ce qui concerne les coûts administratifs du Fonds fiduciaire de l'UE pour l'Afrique (pour couvrir les salaires et les rémunérations, les missions et la formation du personnel au siège et dans les délégations de l'UE), un montant de 10,3 millions d'euros a été prévu pour 2018 et 10,1 millions\* d'euros ont été dépensés durant l'année. En 2017, les frais administratifs se sont élevés à 6,1 millions d'euros. Le solde du montant alloué pour 2018, soit 230 196 euros, a été transféré au budget 2019.

Table 9 - Totalité des paiements en 2018 (euro)

	MONTANT (EUR)	%
Subventions en gestion directe	85 254 513	15%
Appui budgétaire	71 250 000	13%
Passation de marchés en gestion directe	25 632 238	5%
Gestion indirecte avec des organisations internationales	170 304 544	30%
Gestion indirecte avec des agences de développement	168 403 115	30%
Autres Contrats/Paiements	40 300 339	7%
Sous-délégations transversales fournies par DEVCO à d'autres DGs	3 976 000	1%
<b>TOTAL</b>	<b>565 120 749</b>	<b>100%</b>

Table 10 - Estimation des coûts administratifs du Fonds fiduciaire de l'UE pour l'Afrique en 2018\* (EUR)

<b>PRÉVISIONS POUR 2018</b>	<b>10 354 707</b>
<b>TOTAL</b>	<b>10 354 707</b>
Frais de mission – HQ	209 321
Frais de mission – DEL	181 131
Frais de personnel – HQ	2 163 201
Frais de personnel – DEL	7 570 857
Estimation total des coûts	10 124 511
<b>SOLDE</b>	<b>230 196</b>

\* Les valeurs effectives peuvent varier



Chapitre 5

# Gestion et contrôle interne



# Gestion et contrôle interne

## **Le Fonds fiduciaire de l'UE pour l'Afrique fonctionne avec le même système général de contrôle interne défini par la Commission.**

Le règlement financier de l'UE et les règles et procédures élaborées par la Direction Générale de la Coopération Internationale et du Développement (DG DEVCO) de la Commission européenne pour la gestion et l'exécution de ses opérations sont également applicables au Fonds fiduciaire de l'UE pour l'Afrique.

Pour la fenêtre de l'Afrique du Nord, la Direction générale du voisinage et des négociations d'élargissement (DG NEAR) bénéficie d'une sous-délégation de la DG DEVCO afin que le règlement financier de l'UE et les règles et procédures développées par celle-ci pour la gestion et l'exécution de ses opérations soient applicables à cette fenêtre.

Une fois approuvées par le Comité Opérationnel, les actions sont mises en œuvre conformément aux procédures de mise en œuvre prévues par les règles et règlements applicables de la Commission, comprenant celles applicables au FED.

Conformément à l'acte constitutif du Fonds fiduciaire de l'UE pour l'Afrique et compte tenu de son objectif d'opérer dans une situation de crise et d'après-crise, des procédures souples adaptées à l'environnement local sont utilisées pour garantir que le Fonds soit efficace et adapté aux besoins identifiés. Ces procédures sont conformes aux dispositions du Règlement financier et sont définies dans les guides financiers des DG DEVCO et NEAR. Leur utilisation doit être justifiée au cas par cas. Un registre des exceptions, dérogations et autorisations préalables accordées au titre du Fonds fiduciaire de l'UE pour l'Afrique ainsi que des cas de non-conformité détectés pendant l'année est tenu.

La mise en œuvre des projets est prévue en gestion directe lorsque le Fonds fiduciaire de l'UE pour l'Afrique est l'autorité contractante et signe les contrats d'achat et de subvention ou en gestion indirecte lorsque la mise en œuvre du projet est déléguée à un tiers, à une agence d'un État membre

de l'UE ou à une organisation internationale. Les entités candidates auxquelles seront confiées des tâches d'exécution du budget doivent démontrer un niveau de gestion financière et de protection des intérêts financiers de l'UE équivalent à celui de la Commission. Les organisations internationales et les agences des États membres doivent fournir des déclarations de gestion sur l'utilisation des fonds qui leur sont confiés.

Des contrôles ex-ante sont effectués par le Fonds fiduciaire de l'UE pour le personnel pour toutes les opérations/transactions effectuées dans le cadre du Fonds fiduciaire de l'UE pour l'Afrique.

Conformément aux modèles contractuels et à la politique d'audit de la DG DEVCO et de la DG NEAR, des audits/vérifications des dépenses sont prévus dans les contrats ou peuvent être lancés par le Fonds fiduciaire de l'UE pour l'Afrique de sa propre initiative sur la base d'une analyse des risques. Un plan annuel d'audit et de vérification du Fonds fiduciaire de l'UE pour l'Afrique a été établi pour l'année 2018.

En 2018, le Fonds fiduciaire de l'UE pour l'Afrique a été inclus dans le plan d'audit annuel de la DG DEVCO. Au total, 19 contrats/projets relevant du Fonds fiduciaire de l'UE pour l'Afrique ont été sélectionnés pour être soumis à un audit et/ou vérification financière dans le cadre du plan d'audit annuel 2018 de la DG DEVCO.

En 2017 et 2018, le Fonds fiduciaire de l'UE pour l'Afrique a également été inclus dans l'exercice "Taux d'erreur résiduel" (contrôles ex post), tout comme d'autres programmes/instruments gérés par la DG DEVCO et la DG NEAR.

Les comptes du Fonds fiduciaire de l'UE pour l'Afrique font également l'objet d'un audit externe annuel.

Les managers du Fonds fiduciaire de l'UE pour l'Afrique tiennent compte des rapports et recommandations des différents organes de contrôle, notamment du Service d'audit interne (IAS) et de la Cour des comptes européenne (CCE), afin de fournir une évaluation de l'efficacité des processus de

gestion des risques, de contrôle et de gouvernance, en plus des résultats des audits réalisés au niveau des contractants/bénéficiaires.

L'Office européen d'antifraude (OLAF) exerce, sur l'ensemble du Fonds fiduciaire de l'UE pour l'Afrique, incluant ses organes de gouvernance et les représentants des donateurs et des observateurs participant à ces organes, les mêmes pouvoirs que pour les autres activités de la Commission.

## 5.1 Résultats du contrôle

### Efficacité du contrôle en ce qui concerne la légalité et la régularité

#### RÉSULTATS DES CONTRÔLES EX ANTE

Fin 2018, les contrôles ex ante avaient détecté un total de 0,960 million d'euros de dépenses inéligibles, soit moins de 1% du total des décaissements de l'année.

#### RÉSULTATS DES AUDITS EXTERNES

L'audit externe annuel des comptes du Fonds fiduciaire de l'UE pour l'Afrique pour les années 2016 et 2017 a été conclu de manière satisfaisante.

En ce qui concerne l'année 2018, un audit externe des comptes est actuellement en préparation.

#### Prévention et détection de la fraude

Les fonds fiduciaires de l'UE sont inclus dans la stratégie antifraude de la DG de l'ordonnateur compétent. Par conséquent, le Fonds fiduciaire de l'UE pour l'Afrique est soumis à la compétence de l'OLAF en matière de lutte antifraude et les règles de l'OLAF concernant la gestion des informations y afférentes s'appliquent.

## 5.2 Observations et recommandations de l'IAS/CCE

Un audit de performance du Fonds fiduciaire de l'UE pour l'Afrique a été lancé par la Cour des comptes européenne (CCE) début novembre 2017 et le rapport final a été publié le 5 décembre 2018.

Dans ses principales conclusions, la CCE a reconnu que le Fonds fiduciaire de l'UE pour l'Afrique est un instrument souple, mais elle a souligné que compte-tenu des difficultés sans précédent auxquelles il est confronté, il aurait dû être conçu de façon plus ciblée. La CCE a reconnu que, bien qu'ils n'en soient qu'à leurs premières années de mise en œuvre,

les projets audités ont commencé à produire des résultats. En outre, la Cour a constaté que, par rapport aux instruments traditionnels, le Fonds fiduciaire de l'UE pour l'Afrique est plus rapide dans l'élaboration et le lancement des projets et a réussi à accélérer la signature des contrats et le versement des avances.

La CCE a formulé quatre recommandations:

- améliorer la qualité des objectifs du Fonds fiduciaire de l'UE pour l'Afrique,
- revoir la procédure de sélection des projets,
- prendre des mesures pour accélérer la mise en œuvre,
- améliorer le suivi du Fonds fiduciaire de l'UE pour l'Afrique.

La Commission a accueilli favorablement le rapport de la Cour des comptes et a accepté ses recommandations, à l'exception de celle relative aux procédures de sélection des projets. La Commission a accepté et confirmé son engagement à prendre les mesures appropriées pour mettre en œuvre les recommandations de la Cour.

En ce qui concerne le service d'audit interne de la Commission, un examen du Fonds fiduciaire de l'UE pour l'Afrique n'a pas encore été effectué.

## 5.3 Évaluation de l'efficacité des systèmes de contrôle interne

Le Fonds fiduciaire de l'UE pour l'Afrique fonctionne dans le cadre du système général de contrôle interne défini par la Commission. Dans ce cadre, le Fonds fiduciaire de l'UE pour l'Afrique a mis en place la structure organisationnelle et les systèmes de contrôle interne adaptés à la réalisation des objectifs de politique et de contrôle, conformément aux normes et compte tenu des risques liés à l'environnement dans lequel il opère.

Le suivi de la conformité et de l'efficacité des systèmes de contrôle interne a été assuré en permanence par les gestionnaires des fonds fiduciaires et ajusté et complété si nécessaire.

Les exceptions, les dérogations, les autorisations préalables et les cas de non-conformité survenus au cours de la période considérée ont été enregistrés et documentés.

Étant donné que des procédures souples s'appliquent d'office au Fonds fiduciaire de l'UE pour l'Afrique,

des exceptions et des dérogations sont appliquées selon les besoins lorsqu'elles sont justifiées. Il s'agit notamment de dérogations aux règles de nationalité et d'origine ainsi que d'une réduction du délai de présentation des offres. Les approbations pour les attributions directes de subventions ou les procédures négociées de marchés de services ont également été appliquées dans des cas justifiés. La majorité de ces procédures souples sont de préférence identifiées ab initio et donc incluses dans le document d'action de chaque programme qui est soumis à l'approbation du Comité opérationnel compétent du Fonds fiduciaire.

Peu de cas d'événements non conformes ont été détectés (par exemple, signature d'un accord avant la constitution finale des fonds ou avec une allocation de fonds d'un montant différent de l'accord en question). Ils ont toutefois été identifiés, dûment corrigés et signalés.

Si nombre des mesures approuvées à ce jour n'en sont encore qu'à un stade précoce de mise en œuvre, certaines d'entre elles viennent seulement d'atteindre leur vitesse de croisière. Les gestionnaires du Fonds fiduciaire ont pris les mesures appropriées pour veiller à ce que les intérêts financiers de l'Union et des donateurs soient protégés par l'application de mesures préventives contre les irrégularités et la fraude, par des contrôles efficaces et, si des irrégularités ou une fraude sont détectées, par le recouvrement des montants indûment versés. Les contrats et accords signés avec des tiers autorisent la Commission à effectuer des contrôles sur place, à suspendre les paiements et la mise en œuvre des actions lorsque des irrégularités graves ou des fraudes sont constatées et à appliquer, le cas échéant, des sanctions contractuelles efficaces, proportionnées et dissuasives.





# Annexes



# Annexes

## Annexe I - Liste des actions adoptées par le FFUE pour l'Afrique en 2018

### CORNE DE L'AFRIQUE

PAYS	TITRE DE L'ACTION	MONTANT (EUR)	CO-FINANCEMENT (EUR)	PARTENAIRE DE MISE EN ŒUVRE
<b>Comité opérationnel conjoint - Février</b>				
Ethiopie	Sustainable reintegration support to Ethiopian returnees from Europe	15 150 000		Pays Partenaire - ARRA
<b>Comité opérationnel - Mai</b>				
Ethiopie	Ethiopia job compact sector reform and performance contract	50 000 000		Pays partenaire (Appui budgétaire)
Kenya	Piloting private sector solutions for refugees and host communities in North-West Kenya	5 000 000		ICF, AECF
Somalie	Somalia operational support (air transport) services	6 500 000		
	Inclusive Local Economic Development - ILED	83 000 000		Fonds fiduciaire multi-partenaire de l'ONU et de la Banque Mondiale, Agences des EM, ONG (à déterminer)
	RESTORE - Building resilience in northern Somalia   RIDER	2 000 000		Terre Solidali (NGO)
	Somalia state and resilience building contract	100 000 000		Pays partenaire (Appui budgétaire)
Soudan	Humanitarian Development Nexus: Simple, Spatial, Survey Method (S3M) for Sudan	1 000 000	931,008 DFID, UNICEF, PAM, AICS	UNICEF
	Youth, Employment, Skills (YES)	15 000 000	3 000 000 BMZ	GIZ GmbH
	Provision of air services to allow access for humanitarian and development actors in Sudan	1 500 000		PAM, UNHAS
Sud Soudan	Rural development: Strengthening smallholders resilience SORUDEV SSR   RIDER	8 000 000		FAO
Régional	Facility on sustainable and dignified return and reintegration in support of the Khartoum Process   RIDER	20 000 000		OIM
	Monitoring and Learning System for the EUTF Horn of Africa   RIDER	2 000 000		Altai Consulting

PAYS	TITRE DE L'ACTION	MONTANT (EUR)	CO-FINANCEMENT (EUR)	PARTENAIRE DE MISE EN ŒUVRE
<b>Comité opérationnel - Décembre</b>				
Djibouti	Autonomisation et épanouissement des réfugiés via l'éducation, l'accès aux services de protection sociale et les opportunités économiques	8 000 000		UNHCR, WFP
Ethiopie	Decentralisation of Disaster Risk Management in Ethiopia,	33 500 000		Pays partenaire - ONG (à déterminer)
Kenya	Enhancing self-reliance for refugees and host communities in Kenya,	17 800 000		ONU, ONG (à déterminer)
Ouganda	Security, Protection and Economic Empowerment in Uganda (SUPREME)	18 000 000		Pays partenaire, ONG (à déterminer)
Somalie	Somalia state and resilience building contract   RIDER	3 000 000		Pays partenaire (Appui budgétaire)
Soudan	Humanitarian Development Nexus: Building Resilient Communities in West Kordofan (BRICK)	10 000 000	200 000 UNICEF	UNICEF, CONCERN Worldwide (ONG)
	Humanitarian Development Nexus: Joint Nutrition Resilience Programme in Red Sea State (JNRP-RS)	15 000 000	750 000 UNICEF	UNICEF, FAO, PAM
	Integrating refugee children into the Sudanese Education System	10 000 000		UNICEF
Sud Soudan	Building Sustainable Peace and Reconciliation in South Sudan	5 000 000		à déterminer
Régional	CRRF: Inclusive Urban Development and Mobility	8 200 000		Organisations internationales (à déterminer), pays partenaire, Norwegian Refugee Council (ONG), Danish Refugee Council (ONG), Jesuit Refugee Council (ONG), ACAV (NGO)
	Providing sustainable settlement options and increase selfreliance of South Sudanese refugees in Democratic Republic of Congo (DRC)	3 000 000	2 730 620 HCR	HCR
	Disrupting criminal trafficking and smuggling networks	5 000 000		Civipol Conseil
	Research and Evidence Facility   RIDER	2 500 000		International Migration Institute (University of Oxford), Sahar Research, SOAS (University of London)
<b>TOTAL</b>	<b>NOUVEAUX PROJETS</b>	<b>410 650 000</b>		
	<b>AVEC 'RIDER'</b>	<b>448 150 000</b>		
	<b>AVEC 'RIDER' &amp; MULTIFENETRE</b>	<b>480 150 000</b>		



## AFRIQUE DU NORD

PAYS	TITRE DE L'ACTION	MONTANT (EUR)	CO-FINANCEMENT (EUR)	PARTENAIRE DE MISE EN ŒUVRE
<b>Comité opérationnel - Juillet</b>				
Libye	Integrated approach to protection and emergency assistance to vulnerable and stranded migrants in Libya	29 000 000		OIM
Maroc	Assistance aux personnes migrantes en situation de vulnérabilité	6 500 000		ONG (à déterminer)
Régional	Border Management Programme for the Maghreb region (BMP-Maghreb)	55 000 000		ICMPD
<b>Comité opérationnel - Décembre</b>				
Libye	Support to Integrated border and migration management in Libya - Second phase	45 000 000		ICMPD Ministère italien de l'intérieur
Maroc	Support to Integrated border and migration management in Morocco	40 000 000		FIAPP
	Déploiement des politiques migratoires au niveau regional au Maroc	8 000 000		ENABEL
Tunisie	Favoriser la mise en œuvre de la stratégie nationale migratoire de la Tunisie   RIDER	1 500 000		ICMPD
Régional	Towards a Holistic Approach to Labour Migration Governance and Labour Mobility in North Africa	15 000 000	5 000 000 BMZ	OIT OIM GIZ GmbH
<b>Procédure écrite</b>				
Libye	Recovery, Stability and socio-economic development in Libya	50 000 000		MAECI DGCS, PNUD, UNICEF
<b>TOTAL</b>	<b>NOUVEAUX PROJETS</b>	<b>248 500 000</b>		
	<b>AVEC RIDER</b>	<b>250 000 000</b>		
	<b>AVEC 'RIDER' &amp; MULTIFENÊTRE</b>	<b>285 000 000</b>		

## SAHEL &amp; LAC TCHAD

PAYS	TITRE DE L'ACTION	MONTANT (EUR)	CO-FINANCEMENT (EUR)	PARTENAIRE DE MISE EN ŒUVRE
<b>Comité opérationnel conjoint - Février</b>				
Régional	Appui à la protection des migrants les plus vulnérables en Afrique de l'Ouest	20 000 000		ONG (à déterminer)
<b>Comité opérationnel - Mai</b>				
Gambie	Building a future - Make it in The Gambia	23 000 000		ENABEL, ITC, GIZ GmbH, GK Partners, IMVF
Mali	Programme d'actions à impact rapide pour la stabilisation des régions du Centre Mali.	10 000 000		à déterminer
Nigeria	Skills Development for Youth Employment - SKYE	50 000 000	8 000 000 BMZ	GIZ GmbH
Régional	ARCHIPELAGO: an African-European TVET initiative	15 000 000		sequa gGmbH (NGO) Eurochambres CPCCAF
	Protection and sustainable solutions for migrants and refugees along the Central Mediterranean route	70 000 000	9 800 000 HCR	OIM, HCR
	Modernizing and strengthening secure identity chains and documental security (GESTDOC)	5 000 000		Camões I.P.
<b>Comité opérationnel - Novembre</b>				
Côte d'Ivoire	Contrat de réforme sectorielle / Appui à la réforme de l'état civil en Côte d'Ivoire	30 000 000		CIVIPOL Conseil, Pays partenaire (Appui budgétaire)
Niger	Stabilisation et renforcement socio-économique des populations affectées par la migration irrégulière dans les zones de transit au Niger	7 600 000		HACP, Karkara (ONG), Garkua (ONG)
Niger	Contrat relatif à la Reconstruction de l'Etat au Niger en complément du SBC II en préparation / Appui à la Justice, Sécurité et à la Gestion des Frontières au Niger   RIDER	10 000 000		Pays partenaire (appui budgétaire)
Sénégal	Partenariat Opérationnel Conjoint de lutte contre l'immigration irrégulière, la traite et le trafic de migrants au Sénégal	9 000 000		CIVIPOL Conseil
Régional	La voix des jeunes du Sahel (Phase II)	5 000 000	700 000 DKK Denmark	HD Centre (ONG)
	Programme d'urgence pour la stabilisation des espaces frontaliers du G5 Sahel*	70 000 000		GIZ GmbH, LUXDEV, HD Centre (ONG), autres ONG (à déterminer)

PAYS	TITRE DE L'ACTION	MONTANT (EUR)	CO-FINANCEMENT (EUR)	PARTENAIRE DE MISE EN ŒUVRE
<b>Procédures écrites</b>				
Mauritanie	L'UE pour le nexus sécurité-résilience-développement en Mauritanie	25 000 000		Pays partenaire (appui budgétaire)
Tchad	SECurité et GEstion des Frontières (SECGEF)	10 000 000		Pays partenaire (appui budgétaire)
Régional	Système de Suivi et d'Apprentissage pour le Fonds fiduciaire de l'UE pour le Sahel et lac Tchad	5 000 000		Altai Consulting
<b>TOTAL</b>	<b>NOUVEAUX PROJETS</b>	<b>354 000 000</b>		
	<b>AVEC 'RIDER'</b>	<b>364 600 000</b>		
	<b>AVEC 'RIDER' &amp; MULTIFENETRE</b>	<b>449 400 000</b>		

\* Des contributions supplémentaires à cette action seront prises en compte conformément aux procédures du FFUE pour l'Afrique telles qu'elles sont énoncées dans son accord constitutif.

## MULTIFENÊTRE

PAYS	TITRE DE L'ACTION	MONTANT (EUR)	CO-FINANCEMENT (EUR)	PARTENAIRE DE MISE EN ŒUVRE
<b>Comité opérationnel conjoint - Février</b>				
Multifenêtre	Research and Evidence Facility for the Sahel and Lake Chad Region and the North of Africa (REF)   RIDER	<b>5 000 000</b> 2,000,000 SLC 3,000,000 NoA		
Multifenêtre	Technical Cooperation Facility (TCF)   RIDER	<b>2 800 000</b> 1 800 000 SLC 1 000 000 HoA		
Multifenêtre	Protection and sustainable solutions for migrants and refugees along the central mediterranean route	<b>115 000 000</b> 65 000 000 SLC 25 000 000 HoA 25 000 000 NoA	8 500 000 UNHCR	OIM, HCR
<b>Comité opérationnel - Novembre</b>				
Multifenêtre	Research and Evidence Facility for the Sahel and Lake Chad Region and the North of Africa (REF)   RIDER	<b>6 000 000 SLC</b>		
Multifenêtre	Technical Cooperation Facility (TCF)   RIDER	<b>6 000 000</b> 4 000 000 SLC 2 000 000 HoA		

PAYS	TITRE DE L'ACTION	MONTANT (EUR)	CO-FINANCEMENT (EUR)	PARTENAIRE DE MISE EN ŒUVRE
<b>Comité opérationnel - Décembre</b>				
Multifenêtre	Protection and sustainable solutions for migrants and refugees along the central mediterranean route   RIDER	<b>7 000 000 NoA</b>		OIM, HCR
<b>Procédures écrites</b>				
Multifenêtre	Erasmus + in West Africa and the Horn of Africa	<b>10 000 000</b> <i>6 000 000 SLC*</i> <i>4 000 000 HoA</i>		Agences nationales ERASMUS +
<b>TOTAL</b>	<b>NOUVEAUX PROJETS AVEC 'RIDER'</b>	<b>119 000 000</b> <b>151 800 000</b>		

\*Complément au programme Erasmus + en Afrique de l'Ouest d'un montant de 10 millions d'euros approuvé en 2017

<b>GRAND TOTAL</b>	<b>NOUVEAUX PROJETS</b>	<b>1 132 150 000</b>
	<b>AVEC "RIDER"</b>	<b>1 214 550 000</b>

## Annexe II - Liste des contrats signés dans le cadre du FFUE pour l'Afrique en 2018

PAYS	NOMBRE DE NOUVEAUX CONTRATS* SIGNÉS EN 2018	MONTANT (EUR)
<b>Corne de l'Afrique</b>		
Djibouti	3	15 200 000
Ethiopie	20	96 942 554
Kenya	3	8 410 000
Ouganda	2	10 040 000
Somalie	14	164 048 877
Sud Soudan	6	23 164 193
Soudan	13	58 702 840
Régional	7	60 633 133
<b>TOTAL HoA</b>	<b>68</b>	<b>437 141 596</b>
<b>Afrique du Nord</b>		
Egypte	1	38 826
Libye	4	53 000 000
Tunisie	1	3 000 000
Régional	6	74 843 943
<b>TOTAL NoA</b>	<b>12</b>	<b>130 882 769</b>
<b>Sahel &amp; lac Tchad</b>		
Burkina Faso	16	71 752 497
Gambie	4	19 002 500
Guinée	2	50 000 000
Mali	7	42 583 894
Mauritanie	5	15 632 274
Niger	7	31 694 188
Sénégal	6	23 437 292
Tchad	5	26 582 976
Régional	28	46 552 165
<b>TOTAL SLC</b>	<b>80</b>	<b>327 237 786</b>
<b>Multifenêtre</b>		
<b>TOTAL MULTIFENÊTRE</b>	<b>8</b>	<b>54 089 980</b>
<b>GRAND TOTAL</b>	<b>168</b>	<b>949 352 131**</b>

\*Contrats opérationnels uniquement sans modification des anciens contrats

\*\*Ce montant, ainsi que les modifications apportées aux anciens contrats et à tous les contrats administratifs, porte le montant total des contrats opérationnels et administratifs signés au 31 décembre 2018 à 2.562,1 million d'euros

## Annexe III - Liste des 41 indicateurs communs de résultats

## INDICATEURS COMMUNS DE RÉSULTATS DU FFUE POUR L'AFRIQUE

1	Multiplier les opportunités économiques et d'emplois	Définition	Désagrégation optimale
1.1	Nombre d'emplois créés	Nombre d'emplois créés grâce aux fonds du FFUE. Ce chiffre comprend l'emploi formel et informel, les emplois à court terme, le travail contre rémunération, l'emploi à long terme, le travail indépendant des Activités rémunératrices (IGA) et les travailleurs des PME soutenues ou créées grâce aux Fonds du FFUE. Il ne comprend pas les incitations en faveur des fonctionnaires ni les stages.	Sexe; Localisation; Groupe d'âge si important Groupes cibles (réfugiés, PDI, communauté d'accueil, personnes vulnérables, rapatriés, migrants en transit) Types d'emploi (temps plein, court terme, travail contre rémunération, etc.)
1.2	Nombre de micro, petites et moyennes entreprises (MPME) créées ou soutenues	Nombre de micro et petites entreprises qui ont bénéficié d'un soutien du FFUE, soit par l'accès au financement, le soutien au développement des entreprises, la formation, l'accès au marché le long de la chaîne de valeur soit par la fourniture d'équipements.	Type de soutien (accès au financement, développement des entreprises, formation, équipement, accès au marché, etc. Localisation
1.3	Nombre de personnes assistées dans le développement d'activités économiques génératrices de revenus	Nombre de personnes bénéficiant d'un accès au financement (prêts ou subventions); de services de développement des entreprises et/ou ayant suivi une formation en entrepreneuriat et en éducation financière.	Sexe; Localisation; Groupe d'âge si important Groupes cibles (réfugiés, PDI, communauté d'accueil, personnes vulnérables, rapatriés, migrants en transit) Type de soutien (fond, éducation financière, prog. d'entrepreneuriat, services de dev. des entreprises, etc.)
1.4	Nombre de personnes bénéficiant d'une formation professionnelle (EFTP) et/ou d'un développement des compétences	Nombre de personnes qui se sont pleinement inscrites, ont suivi et achevé les programmes d'EFTP et/ou de développement des compétences (y compris les compétences nécessaires dans la vie courante). Ce chiffre inclut les stages et les apprentissages. La formation (y compris l'EFTP) liée à l'entrepreneuriat se trouve au point 1.3.	Sexe; Localisation; Groupe d'âge si important Groupes cibles (réfugiés, PDI, communauté d'accueil, personnes vulnérables, rapatriés, migrants en transit) Types de EFTP (formation professionnelle, développement des compétences, stages, autres)
1.5	Nombre de placements professionnels facilités et/ou soutenus	Placements facilités par le paiement d'incitations, d'allocations, etc. (Inclut l'emploi soutenu par le FFEU).	Sexe; Localisation; Groupe d'âge si important Groupes cibles (réfugiés, PDI, communauté d'accueil, personnes vulnérables, rapatriés, migrants en transit) Types de travail
1.6	Nombre de parcs industriels ou d'infrastructures d'entreprise créés, agrandis ou améliorés	Nombre de parcs industriels et d'infrastructures commerciales qui ont été créés ou développés dans le cadre d'activités telles que la construction des installations, la facilitation des investissements financiers, la promotion d'une réglementation respectueuse de l'environnement pour les parcs industriels et les infrastructures commerciales.	Localisation
1.7	Volume financier des nouveaux instruments de financement pour les bourses d'études ou une activité indépendante	Volume financier en EUR par type d'aide (bourses d'études ou travail indépendant)	Localisation
1.7 bis	Volume financier accordé à des bénéficiaires individuels	Volume financier en EUR au total par pays. Il s'agit d'un indicateur complémentaire de l'indicateur 1.7.	Sexe; Localisation; Groupe d'âge si important
2	Renforcer la résilience	Définition	Désagrégation optimale
2.1	Nombre de plans de développement locaux bénéficiant d'un soutien direct	Nombre de documents d'orientation, de stratégies et de plans de développement local que le FFEU a contribué à élaborer avec les autorités locales, les communautés, les organisations de base et la société civile.	Localisation
2.1 bis	Nombre d'infrastructures sociales construites ou réhabilitées	Pourrait être ventilée en : santé, éducation, hygiène, eau (par exemple, systèmes d'approvisionnement en eau, puits, stations de traitement d'eau, systèmes de collecte de l'eau), logement, énergie domestique (par exemple, réseaux électriques) et aide juridique (par exemple, centres juridiques).	Localisation; utilisation des infrastructures (santé, éducation, hygiène, eau, logement, énergie domestique, juridique) Type d'actions (construites ou réhabilitées)

2.2	Nombre de personnes bénéficiant de services sociaux de base	*Nombre de personnes recevant un service de base spécifique tel que la santé (y compris le soutien psychosocial, la santé sexuelle et reproductive, VBG), l'eau (potable), l'hygiène, l'éducation de base, le logement, l'énergie domestique et l'aide juridique. Lié à l'indicateur 2.9 qui comprend l'amélioration de l'accès à de meilleurs services. L'indicateur 2.2 inclut des chiffres précis : campagnes de vaccination, bénéficiaires réels de services spécifiques. Prend le nombre de services, et non les bénéficiaires uniques.	Sexe; Localisation; Groupe d'âge si important Groupes cibles (réfugiés, PDI, communauté d'accueil, personnes vulnérables, rapatriés, migrants en transit) Type de Services (santé, éducation, hygiène, eau, logement, énergie domestique, juridique, nutrition, ect)
2.3	Nombre de personnes bénéficiant d'une assistance nutritionnelle	Nombre de personnes bénéficiant d'un traitement lié à l'alimentation et/ou d'une sensibilisation à l'amélioration des pratiques nutritionnelles.	Sexe; Localisation; Groupe d'âge si important Groupes cibles (réfugiés, PDI, communauté d'accueil, personnes vulnérables, rapatriés, migrants en transit)
2.4	Nombre de personnes bénéficiant d'une assistance en matière de sécurité alimentaire	*Nombre de personnes dont les moyens de subsistance et la sécurité alimentaire ont été soutenus par des programmes de protection sociale, une formation technique aux pratiques agricoles, un soutien à la production agricole de subsistance, un soutien aux pratiques agricoles sensibles à la nutrition, des intrants agricoles (bétail, outils agricoles et semences), l'aménagement des terres (basses-terres, potagers), des points d'eau pour le bétail, une assistance météorologique, des activités de réduction des chocs à petite échelle etc.	Sexe; Localisation; Groupe d'âge si important Groupes cibles (réfugiés, PDI, communauté d'accueil, personnes vulnérables, rapatriés, migrants en transit) Types d'assistance (régimes de protection social, formation en pratiques agricoles, entrées agricoles, dev. foncier, etc.)
2.5	Nombre d'institutions et/ou communautés locales ayant adopté et mis en œuvre une stratégie locale de réduction des risques de catastrophe	Nombre d'administrations locales et/ou de communautés qui adoptent et mettent en œuvre des stratégies locales de réduction des risques de catastrophe, conformément aux stratégies nationales de réduction des risques de catastrophe. Cela inclut la création de systèmes d'alerte précoces en cas de catastrophes naturelles.	Localisation
2.6	Hectares de terres bénéficiant d'une meilleure gestion agricole	Hectares de terres qui ont été réhabilités, irrigués ou où de meilleures pratiques ont été mises en place.	Types de soutien (irrigation, réhabilitation, amélioration de la gestion, etc.); Localisation
2.7	Nombre de personnes touchées par les campagnes d'information sur les pratiques de renforcement de la résilience et les droits fondamentaux	Nombre de personnes touchées par les campagnes sur les pratiques de renforcement de la résilience et les droits fondamentaux : santé (y compris la santé sexuelle et reproductive, SGBV), éducation, eau, l'hygiène, l'énergie domestique, les droits (foncier, logement, à l'éducation, etc.) ; meilleures pratiques agricoles et vétérinaires.	Sexe; Localisation; Groupe d'âge si important Groupes cibles (réfugiés, PDI, communauté d'accueil, personnes vulnérables, rapatriés, migrants en transit) Types de pratiques et droits (santé, éducation, eau, énergie domestique, juridique, ect)
2.8	Nombre de membres du personnel des autorités locales et des prestataires de services de base bénéficiant d'un renforcement des capacités pour améliorer la prestation de services	Nombre de membres du personnel des autorités locales et des prestataires de services de base qui bénéficient d'un renforcement des capacités pour améliorer leur prestation de services, comprenant les enseignants du système éducatif , les agents de vulgarisation sanitaire, mais aussi en ce qui concerne l'hygiène l'agriculture ou la médecine vétérinaire.	Type de services (santé, éducation, etc.); Localisation
2.9	Nombre de personnes ayant un meilleur accès aux services de base	Nombre de personnes ayant un meilleur accès aux services de base tels que la santé (y compris le soutien psychosocial, la santé sexuelle et reproductive, SGBV), l'eau (potable), l'assainissement, l'éducation de base, le logement, l'énergie domestique et l'aide juridique. Lié au point 2.2, mais axé sur les effets secondaires positifs de la construction, etc.	Sexe; Localisation; Groupes cibles (réfugiés, PDI, personnes vulnérables, rapatriés, migrants en transit) Type de services (santé, éducation etc.)
<b>3</b>	<b>Améliorer la gestion des flux migratoires</b>		<b>Désagrégation optimale</b>
3.1	Nombre de projets menés par des membres de la diaspora	Nombre de projets et d'initiatives soutenus par les membres de la diaspora (y compris les activités de développement et d'investissement, les projets sociaux et culturels) dans leur pays d'origine.	Type de projets; Localisation
3.2	Nombre de migrants en transit, de victimes de la traite des êtres humains, de personnes déplacées et de réfugiés protégés ou assistés.	Nombre de migrants en transit, de victimes de la traite des êtres humains, de personnes déplacées et de réfugiés ayant bénéficié de mesures de protection ou d'une assistance directe (médicale et psychosociale) assistance, logement, nourriture, assistance juridique, etc.	Sexe; Localisation; Groupe d'âge si important , particulièrement pour UACM) Groupes cibles (réfugiés, PDI, rapatriés, migrants en transit); Pays d'origine Types de protection (mesures de protection, médicale et psychosociale, de logement, alimentaire, juridique, etc.)

3.3	Nombre de migrants ou de migrants potentiels touchés par une campagne d'information sur la migration et sur les risques liés à la migration irrégulière	Nombre de migrants et de migrants potentiels qui ont été sensibilisés aux risques et dangers liés à la migration irrégulière ou aux alternatives à celle-ci.	Sexe; Localisation; Groupe d'âge si important, particulièrement pour UACM Groupes cibles (réfugiés, PDI, rapatriés, migrants en transit, personnes vulnérables / migrants potentiels)
3.4	Nombre de retours volontaires ou de rapatriements humanitaires assistés	Nombre de migrants qui ont été assistés par des moyens de transport pour retourner volontairement dans leur pays d'origine. Des mesures supplémentaires telles que des conseils préalables au départ, une aide pour obtenir des documents de voyage, un billet de retour, une escorte de voyage et une aide directe/immédiate à leur arrivée sont aussi incluses. Exclut les chiffres de l'indicateur 4.4 (victimes de la traite des êtres humains).	Sexe; Localisation; Groupe d'âge si important, particulièrement pour UACM Types d'assistance (transport, conseils préalables au départ, assistance à l'obtention de documents, billets de retour, escorte de voyage, assistance à l'arrivée, etc.)
3.5	Nombre de migrants de retour bénéficiant de mesures de réintégration	Nombre de rapatriés qui bénéficient d'une aide individuelle, collective ou communautaire à la réintégration. L'aide individuelle à la réintégration peut être utilisée pour le développement d'activités génératrices de revenus, la formation, le soutien médical, l'aide au logement ou d'autres formes de soutien en fonction du profil du migrant. La réintégration collective voit plusieurs rapatriés se regrouper pour mettre en commun leur aide individuelle à la réintégration. L'aide à la réintégration communautaire associe les rapatriés et les membres de la communauté autour d'un projet communautaire. Exclut les objectifs de l'indicateur 4.4. Comprend l'assistance juridique à la réintégration.	Sexe; Localisation; Groupe d'âge si important, Pays d'origine Types d'assistance (génératrice de revenus, médicale, d'éducation, de logement, etc.)
3.6	Nombre d'institutions et d'acteurs non étatiques bénéficiant de renforcement des capacités ou de l'appui opérationnel en matière de protection et de gestion des migrations	Nombre d'acteurs institutionnels régionaux, nationaux et locaux et d'acteurs non étatiques dont les capacités en matière de gestion des migrations ont été améliorées par la formation ou le renforcement des capacités, avec un soutien opérationnel direct. Comprend un soutien à la législation sur la gestion des migrations et à d'autres politiques à long terme en matière de gestion des migrations. Ne comprend pas la gestion des frontières.	Localisation; Types de soutien (formation, opérationnel, etc.); Types d'acteurs (institutions, ONG, CSO etc)
3.7	Nombre de personnes formées à la gestion des migrations	Nombre de personnes formées aux questions de gestion des migrations. Le personnel formé comprend des fonctionnaires nationaux et locaux, ainsi que des acteurs non étatiques. Ne comprend pas la gestion des frontières (4.1).	Sexe; groupes cibles (étatique, non-étatique) Localisation
3.8	Nombre de réfugiés et de personnes déplacées de force bénéficiant d'une assistance juridique pour faciliter leur intégration	Nombre de demandeurs d'asile qui accèdent à la détermination du statut de réfugié (lorsqu'elle est facilitée grâce aux activités du FFEU) et nombre de réfugiés et de personnes déplacées de force ayant accès aux documents nécessaires pour vivre en dehors des camps et pour s'intégrer localement (par exemple, certificats de naissance, permis de travail, permis de conduire et autres pièces d'identité).	Sexe; Localisation; Groupe d'âge (si important) groupes cibles (réfugiés, IDP); pays d'origine
3.9	Nombre de systèmes d'alerte précoce sur les flux migratoires créés	Nombre de systèmes d'alerte précoce mis au point pour anticiper les flux massifs de réfugiés et de personnes déplacées, leur itinéraire et leur destination potentiels, leur nombre, leur profil et leurs besoins de protection spécifiques, afin que les gouvernements locaux et les acteurs du développement puissent mieux planifier la protection, les services et les infrastructures pour y répondre.	Localisation
3.10	Nombre de personnes bénéficiant des programmes de migration légale et de mobilité	Nombre de personnes bénéficiant des programmes de migration légale et de mobilité. La nature de ces programmes peut varier (éducation, travail, mobilité régionale et internationale, etc.)	Sexe; Localisation; Groupe d'âge (si important); pays d'origine
3.11	Nombre d'activités/événements explicitement consacrés à la sensibilisation et à la prise de conscience du grand public en matière de migration	Les activités s'adressant au grand public en dehors des institutions (c'est-à-dire les activités ne faisant pas partie du renforcement des capacités des parties prenantes gouvernementales et non gouvernementales), telles que les campagnes dans les médias, etc. Inclut également des activités/résultats visant à accroître la sensibilisation et la sensibilité à la discrimination.	Types d'activités (radio, brochures, etc.) Localisation
<b>4</b>	<b>Améliorer la gouvernance</b>	<b>Définition</b>	<b>Désagrégation optimale</b>
4.1	Nombre de postes-frontières ayant été aidés à renforcer les contrôles frontaliers	Nombre de postes de frontière qui ont été construits, rénovés ou équipés grâce au soutien du FFEU.	Localisation
4.2	Nombre d'agents des institutions gouvernementales, des forces de sécurité intérieure et des acteurs non étatiques concernés formés à la sécurité, à la gestion des frontières, à la lutte contre l'extrémisme violent et à la prévention des conflits, à la protection des populations civiles et des droits de l'homme	Nombre d'agents formés à la sécurité, à la gestion des frontières, à la lutte contre l'extrémisme violent, à la prévention des conflits, à la protection des populations civiles et aux droits de l'homme. Comprend le personnel des institutions régionales, des ministères, des acteurs de la justice, de la police (spécialisée et communautaire), de la gendarmerie, des gardes nationaux, des autres autorités locales, etc. Les acteurs non étatiques concernés peuvent être des journalistes, des ONG, des OSC et des représentants de groupes locaux (par exemple, les jeunes, les réfugiés, etc.). Comprend des ateliers de diffusion d'études pertinentes.	Sexe; Localisation groupes cibles (étatiques, non étatiques) Type d'activités (par ex: lutte contre l'extrémisme violent, gestion frontalière, droits de l'homme, etc.)



4.2 bis	Nombre d'institutions et d'acteurs non étatiques bénéficiant d'un renforcement des capacités et d'un soutien opérationnel en matière de sécurité, de gestion des frontières, de lutte contre l'extrémisme violent, de prévention des conflits, de protection des populations civiles et des droits de l'homme	*Lié au point 4.2. Nombre d'acteurs gouvernementaux et non étatiques nationaux et locaux dont les capacités en matière de sécurité, de gestion des frontières, de lutte contre l'extrémisme violent, de prévention des conflits, de protection de la population civile et des droits de l'homme ont été améliorées par la formation, le renforcement des compétences ou un soutien opérationnel direct.	Sexe; Localisation groupes cibles (étatiques, non étatiques) Type de renforcement des compétences (par ex: lutte contre l'extrémisme violent, gestion frontalière, droits de l'homme, etc.)
4.3	Nombre de personnes participant à des activités de prévention des conflits et de consolidation de la paix	Nombre de personnes issues des OSC et des communautés impliquées dans le dialogue intercommunautaire et intracommunautaire, la médiation civile et les actions de consolidation de la paix, la lutte contre la radicalisation ainsi que les activités de sensibilisation sur ces sujets.	Sexe; Localisation; Groupe d'âge (si important) Groupes cibles (réfugiés, PDI, rapatriés, communautés d'accueil, personnes vulnérables, migrants en transit) Type d'activités (dialogue communautaire, médiation civile, consolidation de la paix, sensibilisation, ect)
4.4	Nombre de victimes de la traite des êtres humains ayant été assistées ou dirigées à des services d'assistance	Nombre de victimes de la traite, mineures ou adultes, qui ont bénéficié de mesures de protection et d'assistance dans le pays de transit ou de destination et à leur retour dans le pays d'origine. Ces mesures peuvent inclure : une assistance et des conseils médicaux et psychosociaux, un logement, des conseils juridiques, des recherches de familles, des documents de voyage, des retours volontaires ou des réintégrations sur mesure. Le retour volontaire ne sera soutenu que si tous les mécanismes de protection et d'assistance au retour sont prévus. Exclut les chiffres de l'indicateur 3.2.	Sexe; Localisation; Groupe d'âge (si important) Groupes cibles (réfugiés, PDI, rapatriés, communautés d'accueil, personnes vulnérables, migrants en transit) Types de Services (assistance médicale & psychosociale, conseil, logement, conseil juridique, suivi de la famille, documents de voyage, assistance au retour volontaire, etc.)
4.5	Nombre d'initiatives de coopération transfrontalière créées / lancées ou soutenues.	Les organismes ou groupes de coordination et les mécanismes d'apprentissage établis entre les institutions étatiques et/ou les organismes non étatiques (par exemple, organisations de la société civile, dirigeants communautaires) pour améliorer la coopération transfrontalière.	Localisation; Pays impliqués; Type de coopération; Type d'acteurs impliqués
4.6	Nombre de stratégies, de politiques et de plans élaborés et/ou directement financés.	Stratégies, politiques, cadres, mémorandums d'accord, plans de développement, accords et SOP élaborés grâce à l'assistance technique et/ou aux efforts de coordination financés par le FFEU. Ces stratégies doivent avoir été validées ou mises en œuvre pour être prises en compte dans l'indicateur. Comprend les systèmes d'alerte précoce sur les conflits et les plans d'intervention en cas d'urgence sanitaire ou autre (à l'exclusion des catastrophes naturelles - 2.5 - et des flux migratoires - 3.9).	Types de résultats (Stratégies, politiques, cadres, mémorandums d'accord, plans de développement, accords et SOP) Couverture géographique (local, national, international) Type de soutien (financier, technique) Domaine d'action (par ex. la gestion transfrontalière, migration légale, politique en matière des réfugiés etc.)
4.7	Nombre de réfugiés bénéficiant d'une politique extérieure au camp	Nombre de réfugiés qui bénéficient d'une politique hors camp, y compris la liberté de circulation, l'accès aux services publics et les possibilités d'emploi.	Sexe; Localisation; Groupe d'âge (si important); Pays d'origine (si important)
4.8	Nombre de réseaux et de dialogues nationaux/régionaux/locaux sur les questions liées à la migration nouvellement créés ou améliorés sur le plan fonctionnel.	Nombre de réseaux et de dialogues nationaux/régionaux/locaux sur les questions liées à la migration nouvellement créés ou améliorés sur le plan fonctionnel.	Localisation; couverture géographique (local, régional, national)
<b>TRANSVERSAUX</b>			<b>Désagrégation optimale</b>
5.1	Nombre de groupes comprenant plusieurs parties prenantes et de mécanismes d'apprentissage formés et régulièrement rassemblés	Nombre de plates-formes de coordination et d'apprentissage, de comités et de groupes multi-acteurs formés, se réunissant régulièrement et aboutissant à des conclusions réalisables (comme indiqué deux fois l'an).	Type d'acteurs (autorités nationales et locales, sociétés civiles) Objectif du groupe/de la plateforme (coordination ou apprentissage) Localisation; si important Domaine d'action
5.2	Nombre d'outils de planification, de suivi, d'apprentissage, de collecte et d'analyse des données établis, mis en œuvre et/ou renforcés	Nombre d'études, d'évaluations, de systèmes d'établissement de rapports et d'autres outils de gestion, de collecte de données et d'analyse directement soutenus, qui visent à améliorer la conception des projets et la mise en œuvre des activités, y compris les niveaux de référence. Elles se distinguent des études et recherches occasionnelles (5.3) en ce qu'elles se veulent être des sources de collecte régulière et normalisée de données fournissant, en particulier, des séries chronologiques de données d'observation longitudinale.	Types d'outils (études, évaluation des besoins, étude de marché, rapport et outils de gestion de données, etc.) Localisation
5.3	Nombre d'études sur le terrain, d'enquêtes et d'autres recherches effectuées	Fait référence aux activités de recherche qui ne sont pas menées sur une base régulière.	Centre de recherche/ domaine d'action Localisation

## Annexe IV - Total des contrats signés avec les agences des États membres

<b>PAYS</b>	<b>MONTANT (EUR)</b>
Allemagne	221 603 500
Autriche	47 920 000
Belgique	93 486 000
Espagne	103 007 846
France	236 044 550,80
Grèce	33 000
Irlande	50 000
Italie	127 622 127
Luxembourg	35 920 000
Pays-Bas	3 000 000
Portugal	60 000
République Tchèque	30 000
Royaume-uni	47 180 000
Roumanie	80 000
Slovaquie	1 900 000
Suède	60 000
<b>TOTAL</b>	<b>917 997 024</b>

## Annexe V - Total des contrats signés avec les organismes des Nations Unies

<b>PAYS</b>	<b>MONTANT (EUR)</b>
OIM	200 229 893
HCR	109 900 000
PNUD	63 506 082
FAO	54 300 000
UNICEF	51 029 149
ITC	36 000 000
PAM	32 623 981
OIT	21 200 000
UNOPS	17 000 000
UN Habitat	12 000 000
UNIDO	10 750 000
PNUE	10 000 000
FIDA	8 750 000
OMS	1 000 000
UNODC	105 930
<b>TOTAL</b>	<b>628 395 035</b>



**Numéro de catalogue:** MN-BE-19-001-FR-N

**ISBN:** 978-92-76-00184-3

**doi:** 10.2841/678068

**ISSN:** 2599-6193